

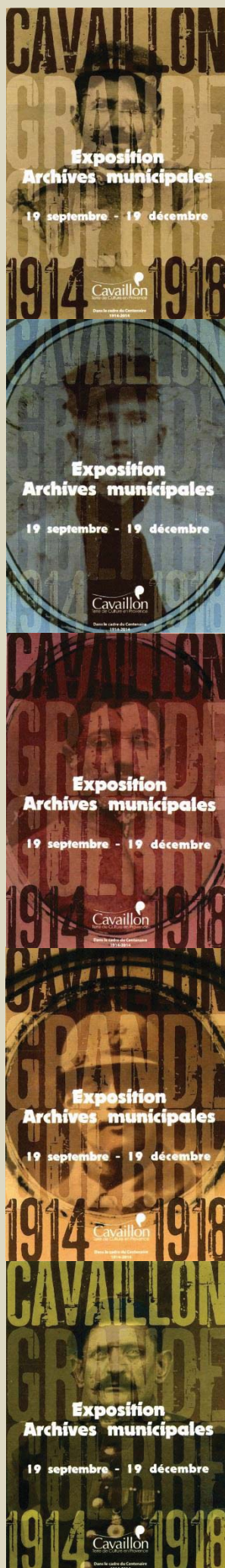


**Exposition
Archives municipales**

19 septembre - 19 décembre

**Cavaillon**
Terre de Culture en Provence

Dans le cadre du Centenaire
1914-2014



Archives municipales

CAVAILLON DANS LA GRANDE GUERRE 1914-1918

Exposition

réalisée
dans le cadre de la commémoration du
Centenaire de la Guerre de 1914-1918

19 septembre –
19 décembre 2014

Commissariat scientifique et réalisation : Hélène MAIGNAN,
Archiviste de la Ville

Septembre 2014

Commémorer la Grande Guerre à Cavaillon par une exposition d'archives, c'est à la fois :

- s'inscrire dans le mouvement de commémoration nationale,
- associer les familles de poilus en collectant et numérisant leurs archives (et enrichir ainsi la mémoire collective),
- rendre hommage à tous ces fils de Cavaillon qui tombèrent au champ d'honneur,
- témoigner de l'effort de guerre porté par tous les civils de l'arrière (familles de poilus, édiles et associations),
- transmettre cette mémoire aux jeunes générations, par des visites et des ateliers scolaires.

CAVAILLON

LA GRANDE GUERRE

Exposition

19 septembre – 19 décembre 2014

Archives municipales

place du Cloître, Cavaillon

A partir de documents officiels et d'archives familiales, les Archives municipales présentent une rétrospective de ce grand traumatisme que fut la Guerre de 1914-1918.

Quoiqu'éloignée du front, Cavaillon ne fut cependant pas épargnée : près de 400 de ses enfants tombèrent au champ d'honneur (parmi eux, Ismaël Dauphin) ; la ville, sous la conduite du maire Joseph Guis, accueillit troupes en garnison et blessés militaires, organisa l'aide à la population, aux réfugiés des zones de conflit, comme aux soldats du front. Puis, elle œuvra au soutien des survivants (parrainage du village de Vieux-les-Asfeld (Ardennes), mutilés, veuves et orphelins de guerre) et elle honora ses morts par des monuments, dont l'oeuvre magistrale du sculpteur parisien Jules Jouant, au cimetière des Condamines.

Dans les familles, on a conservé le souvenir de la Grande Guerre par la voix des poilus : correspondances, photographies, carnets, diplômes, médailles... Les archives de la ville comme de celles des Cavaillonnais nourrissent ainsi une mémoire commune, à découvrir ensemble en cette année du Centenaire de 1914, aux Archives municipales.

CAVAILLON 1914 1918 GRANDE GUERRE Mobilisés !

CAVAILLON DANS LA GRANDE GUERRE

A la veille de la Première Guerre mondiale, la République est dirigée par une coalition de gauche, depuis les élections législatives du printemps 1914. Mais à partir de l'attentat de Sarajevo (28 juin), l'opinion se divise entre tenants de la guerre et partisans de la paix. Le 31 juillet, Jean Jaurès est assassiné. Une trêve politique est conclue entre partis et syndicats pour la défense de la patrie : c'est l'Union sacrée.

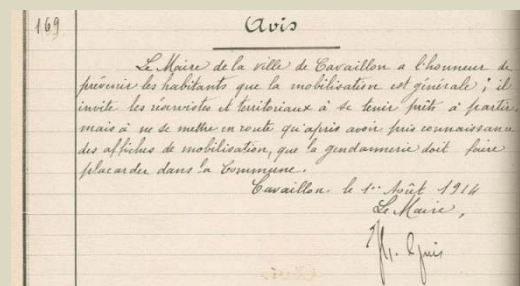


Joseph Guis, Maire de Cavaillon (1862-1943).

A Cavaillon, 10 000 habitants, la municipalité est dirigée depuis 1905 par un grand notable à la puissante personnalité : Joseph Guis, notaire, radical-socialiste, ancien président du Conseil général. Il va jouer un rôle déterminant dans la conduite d'une politique dirigiste pour gérer au mieux les lourds impératifs de l'arrière : réquisitions, ravitaillement, blessés militaires, réfugiés, etc.

Mobilisés !

L'état de siège, instauré par décret le 2 août sur tout le territoire français, entraîne la mobilisation générale des hommes en âge de servir.



Arrêté municipal du 1er août 1914, 2D47.



Le Vaucluse fait partie de la 15e Région militaire (la France en compte 21) qui regroupe le grand sud-est (Provence, Corse, Ardèche, Gard...). Le 15^e corps

Régiment d'artilleurs, classe 1911, Paul Bernard, assis à droite. Coll. R. Bernard.

d'armée est formé des 29^e et 30^e divisions stationnées à Nice et Avignon. Les Vauclusiens seront principalement affectés aux 58^e Régiment d'Infanterie, 7^e Régiment du Génie, 24^e et 27^e Chasseurs, 55^e Régiment d'Artillerie et 4^e et 8^e Régiments d'Infanterie Coloniale.



Soldats du 118^e Régiment d'Infanterie Territoriale, sans lieu ni date, Coll. G. Escoffier.

A l'armée active (21-23 ans) s'ajoutent des unités de réserve (24 à 33 ans) tandis que les plus âgés intègrent l'armée territoriale (34-41 ans) et sa réserve (42-48 ans). Tous les hommes aptes âgés de 21 à 48 ans sont mobilisés. A ceux-ci s'ajoutent enfin les engagés volontaires.

Engagements volontaires, 1905-1927, 1H42
Entre août et décembre 1914, on compte 14 engagés volontaires ayant entre 17 et 46 ans.



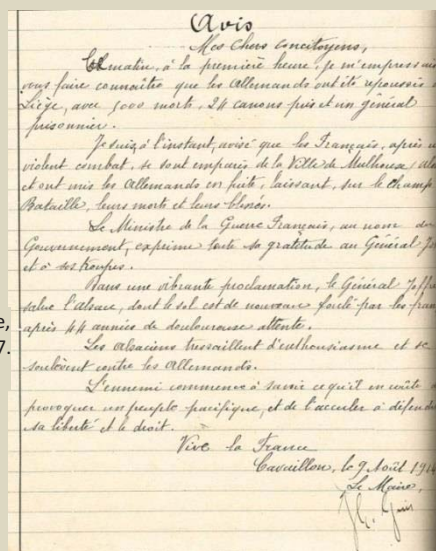
CAVAILLON (Vaucluse) - GROUPE SCOLAIRE GYMNIQUE - (juin 1914)

Parallèlement à l'enseignement patriotique de l'école de la III^e République, des associations gymniques s'efforcent de préparer les tout jeunes gens au service militaire. Une *Société de préparation militaire* est créée à Cavaillon en juin 1914 : la mairie lui affecte 2 salles de l'ancienne Charité.

Carte postale, 2Fi680.

Les premiers échos de la guerre sont optimistes. La bataille de Liège (7 août), la prise de Mulhouse par Joffre, donnent lieu à des communiqués enthousiastes affichés dans la salle des pas-perdus de la Mairie.

Avis du Maire à la population, annonçant la prise de Mulhouse par le Général Joffre, 9 août 1914, 2D47.



Mais ces manifestations de joie patriotique vont vite se tarir.

26 enfants de Cavaillon tombent en août aux combats de Lagarde et Dieuze (Moselle), 22 en septembre... Il faut s'installer dans la guerre, l'inquiétude, le deuil, et pallier l'absence des hommes dans la vie quotidienne, le travail, la famille.



"Les V'la les Vauclusiens" : Charles et ses camarades, 2 septembre 1915. Coll. G. Escoffier.

L'arrière : un « 2^e front »



Affiche de l'Emprunt de la Défense nationale 1918, détail, coll. Y. Deluy.

« L'arrière » porte tout au long du conflit une lourde responsabilité : il contribue de façon décisive à l'effort de guerre en alimentant les besoins des armées comme ceux des populations. Répondre aux réquisitions militaires, soutenir la production agricole, organiser le ravitaillement des populations, gérer enfin l'aide aux familles de mobilisés, aux soldats du front, aux réfugiés des zones de conflit... L'arrière est un véritable 2^e front qui ne doit pas fléchir.

Réquisitions militaires

Tous les efforts de la Nation sont tendus vers un seul but : donner aux armées les moyens de la victoire. Les réquisitions militaires enlèvent aux paysans chevaux, mules et mulets, harnais, camions et jardinières (charrette des maraîchers), fourrages...

Imprimé préfectoral, 1917, 17S110, Coll. J. Giroud.

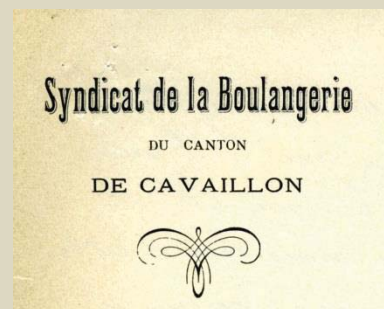


A la déclaration de guerre, ce sont plus de 700 quintaux de paille, blé, avoine et farine qu'il faut fournir d'urgence. Les communes fournissent leurs contingents de denrées de première nécessité (pain, pommes-de-terre, charbon, etc.).

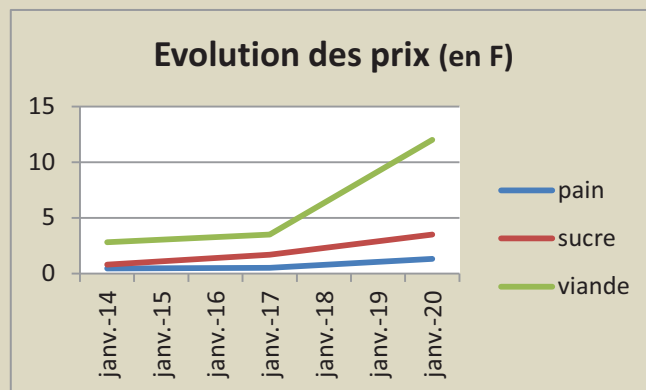
Parallèlement, tous les moyens de transport sont mobilisés sur le front pour l'acheminement des troupes et des marchandises. Ces conditions pèsent sur les territoires de l'arrière et provoquent pénuries et hausse vertigineuse des prix.

Ravitaillement civil

Suivant les directives du comité départemental de ravitaillement, la municipalité de Cavaillon mène une politique de dirigisme économique en étroite liaison avec minotiers, boulangers, épiciers détaillants, pour contrer les tentations de spéculation. Le Maire prend tout en main : réunit les partenaires, encadre et organise production et distribution au niveau local. Dès 1914, la municipalité maintient le prix du pain (0,45 F/kg) « *malgré l'affolement provoqué par les commandes importantes de l'armée* », et le réajuste tous les 15 jours, en fonction du cours de la farine. Elle contient à peu près le prix du sucre (0,80 F/kg), en l'achetant directement à la raffinerie Saint-Louis par wagons entiers. Stocké à l'Hôtel de ville, il est vendu à prix coûtant à la population. Mais les difficultés d'approvisionnement s'aggravent et les prix augmentent inexorablement et de façon dramatique.

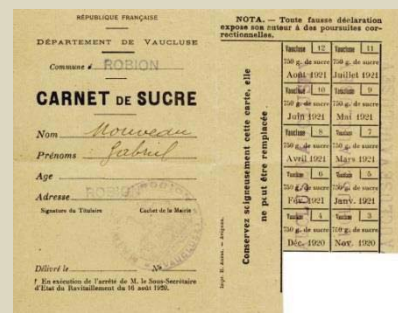


En-tête de lettre, 1918, 5H4.



Les entrepôts municipaux et le service du Ravitaillement

A la suite d'une grave pénurie en mars 1916, un entrepôt municipal est ouvert avenue de la Gare, pour conserver les contingents de blé attribués à la commune grâce à l'insistance opiniâtre du maire. Ces stocks sont délivrés aux minotiers et boulangers qui s'engagent à vendre le pain au prix fixé par la municipalité. Le même principe est bientôt appliqué au sucre et au sel : 7,5 tonnes de sucre et 1 tonne de sel sont entreposées et distribuées aux détaillants suivant un strict contrôle.



Carnet de ravitaillement en sucre, 1920, 17S110, Coll. J. Giroud.

A partir de 1917, les importations se raréfient du fait de la guerre maritime : des rationnements sont instaurés et des cartes distribuées aux chefs de famille (en janvier pour le sucre, en septembre pour le pain et le charbon).

En janvier 1918, le Maire expose :

« *L'intensité de la guerre sous-marine et l'utilisation de la plus grande partie de la marine marchande des nations alliées pour le transport de l'armée américaine qui vient à notre secours, ont compliqué notre situation économique et rendu difficile notre ravitaillement. Les longs mois qui nous séparent peut-être encore de la victoire et de la paix seront les plus pénibles...* »

Un deuxième entrepôt municipal est ouvert sur le cours Carnot, qui distribue pommes-de-terre, morue et riz aux particuliers, l'entrepôt de l'avenue de la Gare étant dévolu aux commerçants détaillants (sucre, huile, pâtes, pétrole).

Les pénuries s'intensifient durant l'année 1918 et l'approvisionnement comme la répartition des denrées monopolisent l'essentiel de l'activité municipale. La pénurie de sucre est telle qu'il est réservé aux enfants de moins de trois ans, aux vieillards et aux malades (août 1918).



Tickets de rationnement, 1918, 5H4.

L'Armistice ne signera pas l'arrêt des pénuries : rationnement et surveillance des prix se poursuivront jusqu'au début des années 1920.

Soutien de la production agricole

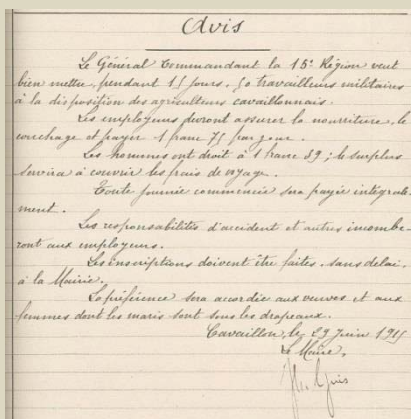


Paysans des Vignères [1914-1918], coll. M. Comte.

En 1914, la France est un pays essentiellement rural. Les femmes des cultivateurs mobilisés « font preuve de la plus grande vaillance, malheureusement, leur volonté et leurs efforts sont insuffisants » à maintenir l'ensemble des surfaces cultivées. La main d'œuvre fait cruellement défaut, les chevaux de labour, réquisitionnés, sont remplacés par de mauvais chevaux réformés.

Afin d'organiser le travail agricole et d'assurer la culture de toutes les terres, un décret institue en février 1916 des Comités d'action agricole dans chaque commune. Ils sont « une participation à la Défense nationale en même temps qu'une œuvre de haute portée sociale »

souligne Guis.



Avis à la population : mise à disposition de main d'œuvre militaire pour les agriculteurs, 29 juin 1915, 2D47.

Pour faciliter les travaux agricoles, des permissions exceptionnelles sont accordées aux hommes de l'armée territoriale (de même les mécaniciens de machines à battre les blés avaient bénéficié d'un sursis d'appel en août 1914) ; en juin 1915, un contingent de militaires est proposé aux agriculteurs pour 15 jours, puis en août ce sont des prisonniers de guerre. L'année suivante, le Maire obtient la participation des troupes coloniales, en cantonnement à Cavaillon, aux moissons et aux vendanges.

Une tentative avortée : mutualiser des équipements

Mais cela ne suffit pas. Joseph Guis propose en septembre 1916 l'acquisition par la mairie d'un **tracteur mécanique**, mis à la disposition des cultivateurs de la commune, afin d'améliorer la qualité des labours et la production des céréales et pommes de terre. Cette

acquisition de principe, votée à l'unanimité, ne sera pas suivie d'effet, mais elle témoigne du volontarisme du Maire.

La même année, la récolte viticole s'annonce sous les meilleurs auspices : l'irrigation a atténué, ici, les effets d'une longue sécheresse qui a touché les autres régions. Les petites parcelles de vigne ont pu être soignées correctement « *malgré l'absence des hommes mobilisés* ». Malheureusement, il n'existe ni cave, ni foudres pour emmagasiner la récolte. Or, depuis 1914, les moyens de transport font défaut, livrant les producteurs à la

merci des spéculateurs... C'est pourquoi le Maire décide l'acquisition de matériel de vinification et la création d'un **chai municipal**, installé par le tonnelier Ferland dans l'ancienne usine de soie Guende. A plus long terme, on envisage d'acquérir une partie de l'ancien hôpital (Porte du Moulin) pour y aménager des caves d'une capacité d'au moins 5 000 hectolitres.

Hélas, « *la tentative de vinification en commun, renouvelée pendant trois années consécutives a été infructueuse, et pas un seul viticulteur n'a consenti à utiliser les foudres communaux mis gratuitement à la disposition des producteurs cavaillonnais.* » Le matériel est revendu aux enchères en 1920.

Toutefois, Guis avait raison : le besoin existe. Une cave coopérative vinicole sera créée en 1925 (route des Courses).

Des troupes en cantonnement : un enjeu économique

Au début de la guerre, Cavaillon reçoit des troupes qui y séjournent brièvement avant de monter au front : dès le 8 août, par exemple, le 261e Régiment d'Infanterie Territoriale (60 officiers et 4 400 hommes). Le Maire fait appel à la bonne volonté de ses concitoyens : « *Ceux qui restent, pensant aux absents et aussi animés d'un même sentiment de haute confiance et de vive gratitude, redoubleront d'empressement et d'attentions envers ceux qui vont défendre la France.* »

Mais les commerçants aimeraient que Cavaillon soit ville de cantonnement, comme d'autres communes de la région, pourtant « *de fort peu d'importance et d'un accès difficile* ». Le Maire, depuis des mois, essaie de fléchir l'autorité militaire, sans succès. En octobre 1915, l'affaire est faite : le Centre d'instruction des 4e et 8e Régiments d'Infanterie Coloniale basés à Toulon, s'installe pour l'hiver à Cavaillon. Il faut, dans l'urgence, organiser le



Tracteur à chenilles Henry Bauchet, Rethel (Ardennes, France)



Soldats devant l'ancienne usine Guende, vers 1915. Coll. part., repro AMC, 2S184.

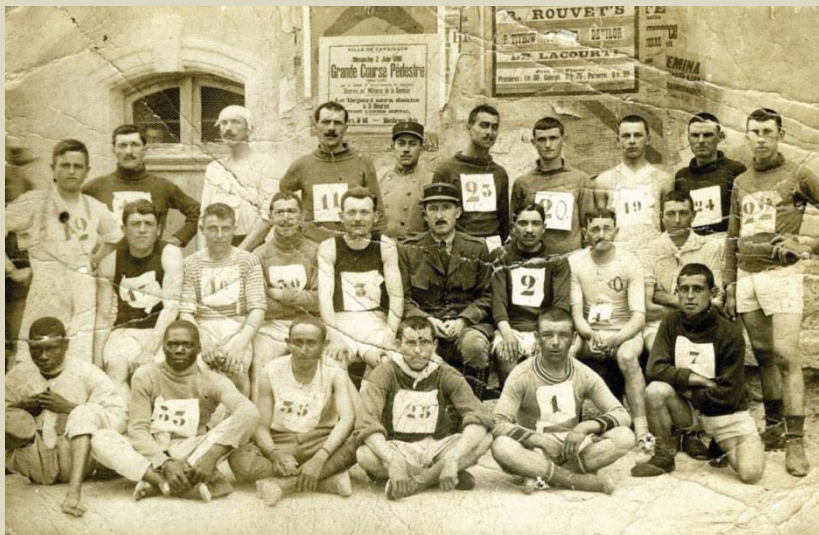
casernement de 2 000 soldats, répartis en 4 groupements de 500 hommes. Ils seront logés dans des locaux prêtés par des particuliers et sommairement aménagés par la ville et le Génie. L'orphelinat Barillon (Grand-rue) accueille les bureaux du colonel et l'infirmerie.

2 000 soldats, ça n'est pas rien : les cafetiers se frottent les mains, le cinéma Pathé et le Théâtre-Casino (1 200 places) aussi. Un autre commerce, plus confidentiel, profite de cette manne militaire : les maisons de tolérance. La création d'un second établissement en février 1916 est accueillie avec bienveillance par le conseil municipal qui juge que « *la présence des troupes [le] justifie encore davantage. Les conditions d'hygiène peuvent y être efficacement observées et la santé publique se trouve ainsi mieux protégée contre la propagation des foyers de contagion.* »



Jeton en cuivre, sd,
don R. Russ, 2S104.

Les 4^e et 8^e RIC sont rejoints en décembre 1917 par le 22^e RIC. En avril 1918, le colonel commandant d'armes informe la population qu'une « *chambre à gaz asphyxiants* » a été installée au champ de courses et que des matières dangereuses y sont placées par l'autorité militaire – à bon entendre... Les troupes coloniales sont encore présentes lors de l'armistice.



Course pédestre des militaires de la garnison des Régiments d'infanterie coloniale, Cavailon, 2 juin 1918. Don J.-P. Locci, 2Fi840.

Les œuvres de guerre

Elles sont l'expression de la solidarité de l'arrière, du soutien aux soldats du front et aux victimes de la guerre : prisonniers, blessés, mutilés, réfugiés, veuves et orphelins, populations des régions occupées. La solidarité nationale se manifeste à travers de nombreuses campagnes (pour les emprunts de la Défense nationale, journées – du poilu, du Secours national, des orphelins de guerre, des éprouvés de la guerre, de l'Armée d'Afrique et des troupes territoriales, etc.).

Affiche, détail, 1916. Coll. Y. Deluy, 1Fi.



A Cavaillon, les œuvres municipales ou associatives sont aussi une impérieuse nécessité et en décembre 1914, le maire signale avec une certaine fierté « *qu'aucune commune de Vaucluse ne fait d'aussi grands efforts que celle de Cavaillon pour atténuer les conséquences de l'épreuve douloureuse que [la ville] traverse.* »

Des initiatives municipales



L'une des cantines populaires : l'école des filles, ancien couvent des Ursulines, vers 1914. 2Fi204.

Cantines populaires

Ouvertes au 3^e jour de la mobilisation et financées par le Bureau de Bienfaisance, elles fonctionnent grâce à des bénévoles et sont situées dans les écoles communales (garçons, filles, Vignères). Elles sont destinées aux « familles nécessiteuses » des mobilisés, aux invalides et à partir d'octobre 1914, aux réfugiés. Les repas, préparés par les cantinières des

écoles, sont servis à midi et sept heures vdu soir. Les familles touchant l'allocation militaire payent 0,15 F le repas ; il est gratuit pour les autres. Les cantines fonctionneront sans interruption jusqu'au 31 août 1919 et auront servi, durant ces 5 années, 258 900 repas dont 75% gratuits.

Chantiers communaux

Ouverts dès le début du conflit « *pour donner du travail et assurer du pain aux chefs de famille non mobilisés* », ils consistent en travaux de voirie, payés 2,50 F la journée. Les chantiers s'interrompent en septembre, car alors les vendanges fournissent du travail. Ils emploient entre 70 et 170 hommes au dernier trimestre 1914. Après des travaux d'entretien de la route départementale en 1915, les ouvriers aménagent la place du Clos en 1916 « *créée depuis près de 40 ans mais jamais terminée. [Elle sera] nivelée et entourée de bordures et de ruisseaux* ». On projette aussi la réfection de l'avenue de la Gare, l'abaissement de la route de l'Abreuvoir et la création de jardins « *réservés aux enfants, aux malades et aux vieillards* », toutes œuvres qui « *témoigneront de l'effort, pendant la durée de la guerre, des indigents auxquels l'âge ou les infirmités n'ont pas permis de participer à la Défense nationale.* »

Rôle des journées d'ouvriers du 4 au 8 août 1914

1	Jillaud Adolphe	1/2	10.00
2	Leau Léon	2	5.00
3	Bousillat Daniel	1/2	10.00
4	Agnès Eugène	1/2	10.00
5	Rouget Justin	1/2	10.00
6	Marcel Gustave	3 1/2	8.75
7	Pascal Marins	2	5.00
8	Gustave Pascal	1	2.50
9	Charles Henri	2	5.00
10	Jacques Lucien	1/2	10.00
11	Guise Alphonse	1/2	10.00
12	Edt Germain	1/2	10.00
13	Brun Laurent	1/2	10.00
14	Blanchard Charles	1/2	10.00
15	Sandres Joseph	1/2	10.00
16	Sandres Jean	3	7.50
17	Lagier Julien	1/2	10.00
18	Bouffier Louis	1/2	10.00
19	Gauthier	1/2	10.00
20	Molon Henri	1/2	10.00
21	Souquet Lucien	2 1/2	6.25
22	Albosta Paul	1/2	10.00
23	Guat Marins	3 1/2	8.75
24	Bonne Antoine	1/2	10.00

Liste des ouvriers des premiers chantiers communaux : 70 hommes ont travaillé 218 journées. 2D33, f°136

L'ouvroir municipal

Cantines et chantiers communaux ne répondent cependant pas à tous les besoins : les femmes de mobilisés, les réfugiées, doivent trouver du travail. Aussi le Maire décide-t-il de créer un ouvroir municipal pour leur assurer ce travail, soit à domicile, soit à l'ouvroir-même.



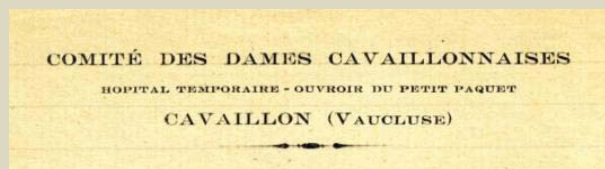
Ouvroir municipal, Hôtel de ville, 1916. Coll. Toppin, 2Fi1017.

Celui-ci ouvre le 14 novembre 1916 et compte une centaine d'ouvrières. Il est installé à l'hôtel de ville, dans « *la grande salle du prétoire de la justice de paix* » (actuels *Services Population*). La direction de l'ouvroir et des travaux sont confiés à M. Régnier, maître-tailleur, qui fournit une partie du matériel, certaines ouvrières fournissant le leur. La ville a passé marché avec l'Intendance militaire de Marseille pour la confection de chemises, caleçons et étuis-musettes pour les soldats du front. Les travaux sont payés à la pièce, selon des tarifs imposés par l'Armée. La

ville paie l'éclairage et le chauffage de la salle. On ne possède pas de chiffres sur la production de cet atelier cavaillonnais, mais ce furent probablement plusieurs dizaines de milliers d'effets militaires qui furent fabriqués par ces ouvrières.

Des œuvres associatives

« Nous, qui sommes loin du canon, avons le devoir impérieux de penser à ceux qui nous font une barrière de leurs poitrines et qui versent leur sang pour nous défendre. En attendant de les remercier de nous avoir sauvés, nous devons leur venir en aide et panser leurs plaies. C'est un devoir d'étroite solidarité auquel, je le sais, la population cavaillonnaise ne faillira pas. » Joseph Guis, 27 janvier 1916.



Papier à en-tête, 5H7.

Le Comité des dames cavaillonnaises

C'est la plus active et incontournable association d'aide, qui coordonne de multiples actions. Créée dès le début de la guerre à l'initiative de la municipalité, elle a son siège à l'hôtel de ville. Sous la houlette de sa présidente, Mme Cellier (épouse du receveur des contributions), le Comité assure deux missions essentielles :

- La confection et l'envoi de colis aux soldats du front et aux prisonniers de guerre (respectivement 100 et 120 paquets par mois en moyenne).
- Les visites et soins aux malades et blessés militaires soignés à l'hôpital temporaire de Cavaillon.



Les infirmières du Comité des Dames cavaillonnaises et leurs convalescents, hôpital militaire, décembre 1914, 2Fi497.



Programme d'une soirée de bienfaisance organisée par le Comité des dames cavaillonnaises, 1915, Coll. G. Gauthier, 117W12.

Mais les *Dames Cavaillonnaises* s'occupent également des sépultures des soldats décédés à Cavaillon (ils seront regroupés ensuite au sein d'un « carré militaire »), des quêtes lors de soirées de bienfaisance au Novelty-Casino (cours Victor Hugo), de l'organisation de tombolas pour les blessés militaires et les prisonniers de guerre, du recensement des lits réquisitionnés pour l'hôpital temporaire, etc.

Leurs recettes proviennent des cotisations de leurs 200 membres (200 F/an), d'une taxe prélevée sur les places de cinéma (5 centimes par place soit 200 F/an), de dons, des recettes des quêtes, soirées de bienfaisance et tombolas, et d'une subvention municipale conséquente (2 000 F en 1917).



Album photo miniature réalisé par Marie-Thérèse Jouve, 1915. Coll. part.

Le *Comité* arrête progressivement ses activités à partir de 1919, à l'exception des colis envoyés au village ardennais de Vieux-les-Asfeld (1919-1922) (cf. infra).

D'autres associations verront le jour plus tardivement : une **Société des parents de prisonniers de guerre**, créée en avril 1918, pour venir en aide « *aux malheureux Cavaillonnais en captivité en Allemagne qui, comme l'a déclaré du haut de la tribune française M. Clémenceau, Président du Conseil, supportent les pires privations et mourraient de faim si leurs familles ne leur venaient en aide.* » Mais les vivres coûtent de plus en plus cher, les pénuries sont à leur maximum, et les familles manquent de ressources. Le conseil municipal attribue une subvention qui puisse permettre tout de même l'envoi d'un paquet de vivres par semaine.

En août 1919, le **Groupement des mutilés de guerre**, fort d'une centaine de membres, se voit attribuer des « emplois réservés » à la mairie « *en attendant le secours de l'Etat* » et eu égard à « *l'état de ces malheureux qui ont tant souffert sur les champs de bataille et dans les ambulances.* »

Après-guerre, la mairie subventionne par exemple l'**association des veuves de guerre**, qui organise l'arbre de Noël des Pupilles de la Nation, ou l'**Avenir des enfants de Vaucluse** (maison d'accueil), œuvre créée sous les auspices de la Croix rouge américaine.



Les réfugiés des zones de conflit



Réfugiés arrivant à Paris en août 1914, Service central photographique de la Préfecture de Paris, Coll. J. Giroud, 17S111.

Dès août 1914, les populations du nord et de l'est de la France, mais aussi de Belgique, fuient devant l'envahisseur, les bombardements et les rumeurs d'atrocités commises par l'ennemi. Le gouvernement les répartit sur tout le territoire, les dotant d'une allocation journalière identique à celle des familles de mobilisés. Les municipalités d'accueil doivent donc organiser le logement et le ravitaillement de ces familles durement éprouvées.

Les premiers réfugiés arrivent à Cavaillon le 1^{er} octobre 1914 et sont assistés par le *Comité des dames cavaillonnaises*. Originaires des départements du nord et de l'est (Aisne, Nord, Pas-de-Calais, Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle) ou de Belgique, ils sont une cinquantaine en janvier 1915, rejoints en mars par autant de prisonniers civils retenus jusqu'alors en Allemagne comme otages. On aménage le local de l'ancien hôpital et les repas sont servis dans les cantines municipales.

Le maire sollicite régulièrement l'aide du préfet pour obtenir le paiement des effets fournis : chaussures et vêtements, chandails pour les enfants, draps, couvertures, signalant le recours à « *la bienveillance de la population, mais [aussi, que] les ressources disponibles dans les familles sont épuisées* » (20 janvier 1917).

Commune de Cavaillon. 143

Service des Réfugiés.

Etat nominatif des familles de réfugiés dans notre Commune au 1^{er} Mars 1920.

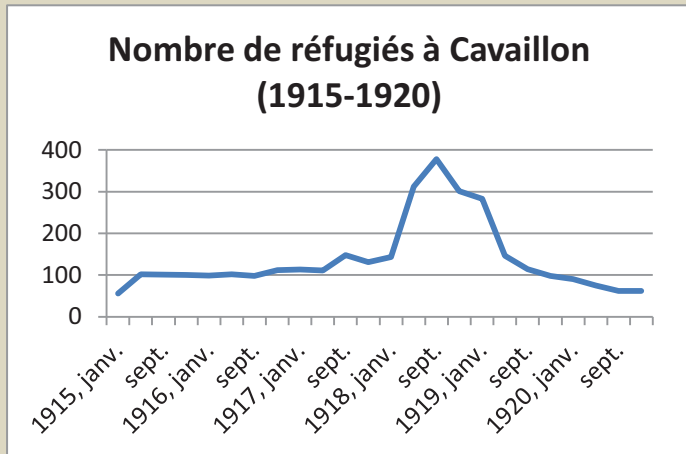
Noms de famille	Noms de famille	Ménages		Observations
		Composés	Individuels	
Alphonse Auguste	1	1	1	
Antoine Louis	2	2	2	
Benoit Louis	1	1	1	
Charles Louis	1	1	1	
Edouard Louis	1	1	1	
Emile Louis	1	1	1	
Henri Louis	1	1	1	
Jean Louis	1	1	1	
Louis Louis	1	1	1	
Martin Louis	1	1	1	
Paul Louis	1	1	1	
René Louis	1	1	1	
Roger Louis	1	1	1	
Théodore Louis	1	1	1	
Toussaint Louis	1	1	1	
Victor Louis	1	1	1	
Xavier Louis	1	1	1	
Zola Louis	1	1	1	

Etat des familles de réfugiés en mars 1920, registre de correspondance, 2D34.



L'ancien hôpital à droite : lieu d'hébergement des réfugiés (puis de la troupe à partir d'octobre 1915), 2Fi663.

L'arrivée de troupes en cantonnement en octobre 1915 oblige à réorganiser le logement des familles, dans le « local Biscarrat » [cours Carnot] et « dans un cantonnement voisin de la cantine, mieux abrité contre les rigueurs de l'hiver. » [Ursulines ou Grand-Couvent] Avec le temps, certains d'entre eux trouvent un logement en ville, voire un travail (chantiers communaux, ouvroir municipal).



Leur nombre oscille entre 100 et 150 personnes durant la majeure partie du conflit, dépassant les 250 individus entre les printemps 1918 et 1919, atteignant même 378 personnes en août 1918 (offensives allemandes du printemps 1918 : Picardie, Chemin des Dames, Champagne ; contre-offensives alliées à partir de juillet 1918).

Après l'Armistice, les départs s'échelonnent jusqu'en 1921, certaines familles s'installant aussi dans leur ville d'accueil : ils sont une vingtaine, au recensement de population de 1921, à être restés à Cavillon.

Ville de Cavillon
Services de l'Office de Renseignements pour les Familles dispersées
Mois de juillet 1918.

Nombre de réfugiés en résidence dans la commune.
Mouvements survenus pendant le mois.

Mouvements	Sexe	Entrées		Sorties		Total
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Entrées de réfugiés		47	101	187		335
Sorties de réfugiés		10	10	20		20
Entrées de familles		1	1	2		2
Sorties de familles		1	1	2		2
Total		58	113	111		50

Cavillon le 15 Août 1918
M. H. H.

Statistiques mensuelles des réfugiés en résidence à Cavillon durant le mois de juillet 1918. Correspondance avec la préfecture, 5H4.



Affiche de l'Office de renseignements pour les familles de réfugiés dispersés, créé le Conseil national des Femmes françaises, 1914. Service central photographique de la Préfecture de Paris, Coll. J. Giroud, 17S111.

CAVAILLON 1914 1918 GRANDE GUERRE

L'hôpital militaire 66^{bis} de Cavailon

Cette guerre d'une intensité sans précédent, qui use d'armes industrielles, génère un flux de blessés ininterrompu (4 millions de soldats au total) et des pathologies nouvelles. Le Service de santé des armées doit gérer dans l'urgence l'organisation d'infrastructures. Des hôpitaux temporaires (devenus hôpitaux complémentaires en 1915) sont installés dans



L'Hôpital-Hospice vers 1910. A gauche, le bâtiment qui accueillera les blessés militaires, au centre, le bâtiment administratif, à droite, l'hospice des vieillards – qui accueillera aussi durant la guerre les malades civils. 2Fi183.

des lieux réquisitionnés (écoles, hôtels, etc.), placés sous l'autorité militaire ; des hôpitaux auxiliaires (tenus par la Croix Rouge – c'est le cas d'Apt - et des sociétés de bienfaisance) ; des hôpitaux bénévoles (gérés par des municipalités, des communautés religieuses ou des particuliers).

L'hôpital temporaire (puis bénévole à partir de 1915) de Cavailon intègre les vastes locaux de

l'hôpital-hospice construit en 1907 et inauguré par le Président Loubet. La Commission administrative des Hospices réunis, présidée par le Maire et le

négociant Albert Créange, organise le nouveau dispositif dès les premières semaines de la guerre.

Une création dans l'urgence

A la fin août 1914, la Commission des hospices avait fait recenser les objets de pansement en stock chez les 5 pharmaciens de la ville. Le 2 octobre, le Préfet invite les municipalités à organiser l'accueil de blessés transférés des zones de combat. La ville de Cavailon, forte de 10 000 habitants, doit fournir 100 lits d'hôpital sous huit jours, et 300 lits à terme.

On décide donc la remise en service de l'ancien hôpital (Hôtel-Dieu, pourtant vétuste) et l'affectation de « l'aile des malades » pour les soldats : 140 lits au total (dont 70 sont fournis par les



cachet, 1914, 2Fi

habitants). Les malades civils quant à eux, sont déplacés dans « l'aile des vieillards » (hospice).

L'hôpital temporaire de Cavaillon dépend administrativement du Service de santé militaire d'Avignon sous le couvert de la Direction de la 15^e Région militaire. Il ouvre officiellement le 10 octobre 1914.



Cachet, 1916

Le personnel médical

Des médecins civils aux médecins militaires

C'est le personnel des Hospices, médecins civils et infirmières religieuses, qui assure dans un premier temps (jusqu'en 1915) le service des malades et blessés militaires. Le personnel est très insuffisant et s'adjoint le Comité des dames cavaillonnaises « *qui se prépare passionnément à soigner les blessés et secourir les malheureux* ».

Les médecins-chirurgiens cavaillonnais Estachy puis Cabannes prennent successivement la direction de l'hôpital temporaire 66^{bis}.

Mais à partir de [novembre] 1915 et jusqu'à la fin de la guerre, la direction de la formation est confiée à un médecin militaire des troupes coloniales en cantonnement à Cavaillon, puis au médecin de la garnison de la place (plus d'un millier de soldats). Une dizaine de médecins-majors se succèdent comme médecin-chef, exerçant entre 2 et 6 mois, de 1915 à 1919.

Diagnostiquer, soigner, évacuer les blessés



Vue sur la colline Saint-Jacques depuis une salle de l'hôpital. Le micocoulier était-il déjà là en 1914 ? Photo HM, juin 2014.

L'hôpital de Cavaillon, petite formation située très à l'arrière, n'accueille pas de grands blessés. En règle générale, les soldats sont envoyés par les centres d'Avignon, Marseille ou Toulon mais aussi, par l'infirmerie de la garnison. Il s'agit donc essentiellement de soldats des fronts français ou d'Orient (Salonique), et de soldats des dépôts de la région, ou permissionnaires, atteints de maladies ou de blessures mal guéries. Selon les pathologies, ils sont soit opérés ou soignés sur place, soit évacués vers des formations plus spécialisées (chirurgie des cas graves, appareillage (amputés), neurologie, psychiatrie, mécanothérapie, syphilographie, etc.). A

partir de 1918, Cavaillon accueille le Centre de réentraînement militaire et travaille en lien avec un centre de rééducation militaire, basé à Châteaurenard. A l'issue de leur convalescence, les soldats sont orientés vers Avignon (« dépôt des éclopés ») ou devant la Commission de Réforme qui décidera de leur sort : renvoi au front ou réforme temporaire ou définitive.

La formation est divisée en trois salles distinctes à partir de décembre 1915 :

- Salle des contagieux,
- Salle des vénériens,
- Salle des convalescents.



Salle d'hôpital militaire, sInd [1914-1918], Coll. G. Escoffier.
Les salles de l'hôpital de Cavaillon devaient sans doute ressembler à celle-ci.

Les infirmier(e)s

Les infirmiers militaires (à partir de janvier 1915) sont des soldats réformés (en 1917, l'un d'eux sollicite l'octroi d'un œil artificiel). Ils sont 3, puis 4 en 1918 et 5 en 1919. Les religieuses du Saint-Sacrement attachées au service de l'Hôpital civil, et les « *dames infirmières* » du Comité des dames cavaillonaises – elles sont une

vingtaine de bénévoles – « *rendent les plus grands services* », y compris au niveau financier, puisque le Comité finance une partie des soins qu'il dispense. Il

est aidé en cela par l'action du Comité américain (envois de matériel de pansement) et de la Croix Rouge canadienne (linge ou bandages).

Les malades et blessés



Soldats convalescents de l'hôpital de Cavaillon, 1914, 2Fi496.

Un rapport de juillet 1920 indique que l'hôpital 66^{bis} a soigné pendant la guerre 2 600 malades ou blessés, soit en moyenne, 40 soldats par mois.

Soldats du front français & du front d'Orient

Dans les premiers mois de la guerre, c'est principalement le centre d'Avignon qui envoie à Cavaillon des convois de 30 à 40 blessés légers et convalescents. Ces blessés viennent du front, après avoir souvent été transportés d'ambulance de campagne en hôpital d'évacuation

(proche du front) et hôpitaux temporaires répartis sur tout le territoire. Mais les soldats sont aussi parfois des permissionnaires, dont certains ne sortiront de l'hôpital que pour rejoindre le front !

Les affections sont de tous ordres : tuberculoses (« *attribuables aux fatigues de la campagne* »), diphtérie, syphilis, pneumonies, méningite, otites purulentes causées par explosions d'obus, conjonctivites aggravées, blessures par éclats d'obus ou détonateurs de grenades, bronchites dues à une intoxication par les gaz, etc.

A partir d'août 1916, arrivent des soldats évacués de la zone des armées d'Orient (Salonique) : troupes métropolitaines, coloniales, serbes. La quinine fait son entrée dans la pharmacie, car ils sont atteints de paludisme (198 cas pour 1916), mais aussi de dysenterie et de pneumopathies diverses.



En-tête de lettre, 1918.

Troupes coloniales

Affectés particulièrement sur le front d'Orient, les soldats des colonies font également partie des régiments cantonnés à Cavaillon. De très nombreux Antillais, Africains, Nord-Africains, Réunionnais et même un Tahitien et un Pondichérien, sont hospitalisés. C'est une population particulièrement touchée par les pneumonies dont l'issue leur est souvent fatale. Déracinés jetés dans

l'enfer de la guerre européenne, tel Ticouli Kamara, Sénégalais du 2^e Bataillon, évacué de Salonique pour broncho-pneumonie et qui, une fois guéri, « *a besoin d'être accompagné jusqu'à destination, ne connaissant pas le français.* » ou Mauvani Rochette, « *Taïtien de couleur, causant très peu le français* » dont le médecin se demande s'il faut l'évacuer sur un hôpital sanitaire, ou demander son rapatriement...



Officiers, soldats et tirailleurs, sl., coll. C. Avy-Richards.

La Grippe espagnole

Cette redoutable pandémie restée tristement célèbre (entre 30 et 100 millions de morts) apparaît à l'hôpital de Cavaillon le 20 septembre 1918. Elle fera une soixantaine de morts dans la population civile en trois mois... Des mesures prophylactiques sévères sont diffusées le même jour, et une enquête lancée auprès des deux usines « de fabrication de guerre » (Luterna-Français et Pape) qui emploient une main d'œuvre importante. En octobre, 18 soldats sont hospitalisés pour grippe dont 2 décèdent ; ils sont 7 en novembre (1 décès), 10 en décembre (1 décès), 17 en janvier 1919, 16 en février (1 décès), les cas semblant décroître ensuite fortement (du reste, les statistiques s'arrêtent).



Carte postale ancienne, 1914-1918, 17S24.

Folie de la guerre

Le concept même est né durant la Grande Guerre. Les médecins militaires furent en effet confrontés à des pathologies d'un genre nouveau, dont la fréquence (on les estime à 100 000 en France) et la variété des signes furent une véritable découverte et nourrirent de cruels débats : d'un côté les partisans d'une conception psychologique, mettant la violence et l'horreur des combats au cœur de ces syndromes ; de l'autre, certains neurologues impliquant la notion d'autosuggestion et de simulation (consciente ou inconsciente). Pour ces derniers, l'électrothérapie, appelée aussi « torpillage », était censée permettre de débusquer les soldats supposés « simulateurs », fut-ce au prix de graves traumatismes, et de les renvoyer au front. Point de neurologue ni d'électrochoc à Cavaillon, mais les troubles psychonévrotiques apparaissent fréquemment dans les comptes rendus des médecins. Les malades en question sont évacués vers un centre de neurologie ou de psychiatrie à Marseille ou vers l'hôpital de Montdevergues.

Qu'il s'agisse de « *débilité mentale avec idées de fugue* », de « *crises nerveuses hystérisiformes répétées* », de « *névrose traumatique* », de « *délire de persécution avec crises de folie furieuse* », de « *dépression nerveuse, vertiges, tremblements, insomnie* », les troubles constatés sont récurrents et qualifiés pudiquement de « *maladie mentale* ».

Les rares cas décrits avec plus de précision témoignent de l'ampleur du ravage intérieur provoqué par la guerre, cette « épreuve de l'épouvante » (Jean-Yves Le Naour) :

« *Dépression nerveuse, mutisme, ne répond la plupart du temps que par un rire niais aux questions qu'on lui pose. La nuit, insomnies, cris violents ; ne sait donner d'autre explication de ces cris qu'en accusant une sensation de peur qu'il ne sait à quoi attribuer. Se plaint quelques fois aussi de douleurs à la tête.* »

Un soldat sénégalais du 8^e RIC, 20 août 1917 : « *Dit entendre parler sa femme qui lui est entrée dans le corps et son père qui l'attend à la porte pour lui remettre de l'argent. Se plaint de voir tourner*

autour de lui des diables. A eu une grande phase d'excitation dans la nuit du 19 août et n'a été maîtrisé qu'avec peine par ses camarades qu'il poursuivait avec une baïonnette. »



Blessés et convalescents, slnd, Coll. G. Escoffier.

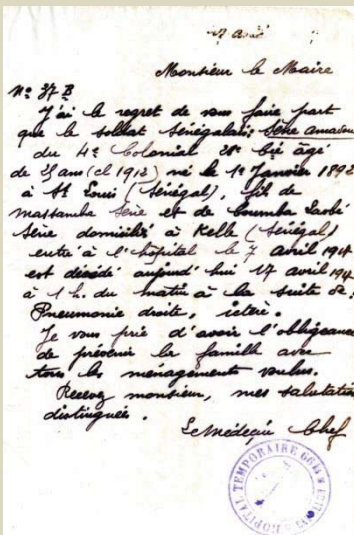
L'horreur de la guerre transparait parfois à d'autres occasions : ainsi à travers l'exemple de ce fantassin, permissionnaire en retard de deux jours, gravement blessé à son domicile par l'explosion d'une cartouche qu'il voulait vider pour en faire un porte-plume... et qui avoue qu'il n'a pas rejoint le front à l'issue de sa permission car « la crainte de retourner au Chemin des Dames l'a retenu à C. ». On est en juin 1917 (offensive Nivelle : avril-mai, mutineries : mai-juin).

Ou encore, avec ce soldat, évacué de Salonique pour une bronchite suspecte et envoyé devant le conseil

de réforme avec ces remarques : « A eu trois frères tués au front des armées, et un autre grièvement blessé. » Fut-il malgré tout, renvoyé dans l'enfer des tranchées ?

La mort du soldat

Et puis, on meurt aussi, à l'hôpital : de méningite, de paludisme, de dysenterie, de péritonite et surtout, de pneumonie. On prévient la hiérarchie militaire, la famille ou le maire de la commune d'origine, et on enterre le soldat au cimetière de Cavaillon. Ces tombes de poilus morts à l'hôpital de Cavaillon seront regroupées en 1919 dans un « carré militaire » et dotées par la Mairie d'une pierre tombale. Ainsi « groupées, dit le Maire, elles seront plus facilement entretenues et fleuries par notre population. »



Lettre au maire de Saint-Louis (Sénégal) l'informant du décès du soldat Amadou Sène à l'hôpital de Cavaillon, 17 avril 1917.

Nombreux sont les soldats des colonies dans ce carré militaire (46% des inhumés en 1917).

Leurs rares effets personnels sont envoyés à la famille, dont l'administration dresse une liste dérisoire et émouvante : « 1 porte-plume fait avec des balles, 1 plaque d'identité, 1 brosse à dents, des lettres » (soldat guadeloupéen, juin 1917).



Tombe d'Amadou Sène (1892-1917) au cimetière de Cavaillon (carré militaire), photo HM, 2010.

CAVAILLON 1914 1918 GRANDE GUERRE



Soldats du canton Cavillon, 22 février 1915, Esnes (Meuse), Coll. Michèle Comte.

Des nouvelles du front

On estime le courrier échangé par les Français durant la guerre à 4 millions de lettres par jour, soit un total d'environ 10 milliards !

La correspondance est le lien précieux qui unit les combattants et les civils de l'arrière. Celui qui maintient le moral des troupes et permet aux familles de rester en contact parfois journalier avec leur soldat. On le tient au courant des événements qui rythment la vie familiale et du voisinage ; il informe de sa santé (souvent bonne, pour ne pas inquiéter) et donne des nouvelles des camarades de régiment, originaires de la même région.

Les photographies permettent d'être un peu plus proche des siens (« Envoie-moi la photo de Papa » demande un poilu de vingt ans) mais aussi, de garder le souvenir des camarades du front. Les journaux tenus par certains, souvent pour meubler une longue captivité, sont une source essentielle pour pénétrer le quotidien et les réflexions des soldats.

L'affaire du XV^e Corps

Le 15^e corps d'armée réunit en majorité des combattants de la 15^e Région militaire (Provence, Alpes, Côte-d'Azur, Corse, Ardèche, Gard). Dès les premiers jours de la guerre, il est affecté en Lorraine et engagé dans l'une des premières grandes batailles opposant les Français aux Allemands. Le 11 août, les unités du 58^e RI d'Avignon et des 40^e RI et 19^e RAC de Nîmes, sont



Photo. E. Richel, 4, Place de la Bourse - Bessière - Reproduction autorisée.

Carte postale, 1914-1915.
Reprod. AMC.

envoyées dans un véritable piège tendu par les Allemands qui, invisibles depuis leurs positions, pilonnent les troupes dans le village de Lagarde (Moselle). Cette terrible journée se solde par la perte de 2 200 hommes dont près de 1 000 pour le 58^e RI. La 2^e Armée française s'engage malgré tout en Lorraine, acculant ses hommes dans le piège de Dieuze qui se referme sur eux le 20 août, avec une contre-offensive allemande qui fond sur des unités déjà terriblement éprouvées : celles-ci refluent en catastrophe (*ci-dessous le récit, dressé heure par heure, par un caporal infirmier*).

Les soldats méridionaux vont alors être désignés à l'opprobre de la Nation, comme responsables de la défaite, l'Etat-Major (le général Joffre en particulier) se dédouanant ainsi à bon compte de ses lourdes erreurs tactiques.



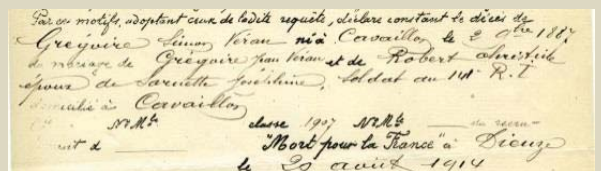
Plaque émaillée du monument aux morts des Condamines : Victor SARNETTE, 22 ans, Mort pour la France le 11 août 1914 à Lagarde. 2 M/N.

Le sénateur Gervais, inspiré par le ministre de la guerre Messimy, affirme dans un article injurieux du journal « Le Matin », que les troupes de « l'aimable Provence » auraient lâché pied devant l'ennemi. Toute la France s'enflamme contre les soldats du Midi, devenus boucs émissaires, révélant un vieux fond de racisme intérieur contre les méridionaux, ces « Tartarins » couards et vantards... Des voix s'élèveront (celle du sénateur d'Apt Louis Tissier, celle du préfet Jules Belleudy) pour réhabiliter l'honneur des Provençaux. Dès le début 1915, l'édition d'un « Livre d'or du XV^e corps (...) destiné à établir l'héroïsme des soldats du Midi » est lancée sur souscription. La Mairie de Cavailhon y souscrit pour deux exemplaires. Mais tout au long du conflit, les soldats du Midi subissent – de façon parfois dramatique : on refuse de les soigner dans les hôpitaux militaires – cette image infâmante qui leur colle à la peau.

Jusqu'après-guerre, après la réhabilitation officielle des soldats, cette douloureuse affaire continuera d'assombrir la victoire des Provençaux. Ils trouveront cependant comment se « venger positivement » de la calomnie dans le dispositif

des « marrainages » de villes martyres des zones de combat (cf. ci-après).

Ils sont 14 soldats de Cavailhon à avoir perdu la vie dans les combats de Lagarde et Dieuze, entre le 11 et le 20 août 1914.



Jugement constatant le décès de Simon VÉRAN GREGOIRE, Mort pour la France le 20 août 1914 à Dieuze. 5 H 5.

« Ce jour donc, 20 août, nous fûmes réveillés de bon matin par une canonnade nourrie à très peu de distance, mais à ce moment nous étions encore si sûrs de la marche en avant de notre armée que notre confiance ni notre sécurité ne faiblissaient. (...) A 8 heures les mitrailleuses entrent en ligne. Ce sont les mitrailleuses ennemies qui crépitent. Un quart d'heure ne s'est pas écoulé que des blessés, nombreux, nos pauvres blessés arrivent bientôt. (...)

L'ambulance est envahie et nous faisons le va-et-vient de la grille aux salles pendant des heures. A ce moment 750 blessés, tous de notre Provence, (...) encomrent les 8 salles de l'école et la cour ; les majors sont débordés ; tous sont démoralisés à un tel point que nous nous voyons obligés nous-mêmes de remonter leur courage ; quelques-uns sentant la catastrophe prochaine, craignent d'être fusillés et se laissent aller à un navrant désespoir, la tête dans les mains en un endroit obscur du corridor, inconscients, sans nul souci de leurs devoirs et des soins qu'ils devraient donner, malgré tout ; étrangers aux cris affreux qui s'échappaient de ces malheureuses poitrines, à ces râles qui fendaient l'âme. (...)

Les mitrailleuses ennemies approchent toujours et nous les voyons faire dans les rangs des nôtres de terribles ravages, nous voyons, comme en un mauvais rêve, passer des convois de vivres, de munitions d'artillerie, c'est la fuite folle. Un général passe avec deux officiers d'Etat Major, des ambulances règlementaires en désordre (...) reprennent leur retraite folle vers Dieuze. (...) On voit dans les prés voisins les dernières colonnes françaises reculer, reculer encore, puis faire volte-face et tout à coup tomber foudroyées par le feu ennemi. L'horrible cauchemar ! (...)

Puis, un silence impressionnant (...) Pendant une demi-heure qui nous paraît un siècle le feu ayant cessé, toute vie étant suspendue, le cœur haletant, nous attendons. A midi les premiers casques à pointe sortent du bois, hésitant d'abord ; deux cyclistes passent, une patrouille suit, puis une colonne qui s'arrête devant l'ambulance. L'officier se nomme Charles de Beaulieu, descendant d'émigrés français, et commande : « Les mains hautes !... » (...)

La bataille de Dieuze, inédit, journal de captivité d'un caporal infirmier.



Carte postale, 1914-1918, 17S24.

Marraines de guerre

Les courriers sont si importants pour le moral des troupes, que se met en place un dispositif pour les poilus isolés, sans famille : les « marraines de guerre ». Ces femmes bénévoles, de tous âges et de toutes conditions, accomplissent leur devoir moral et patriotique en adressant courrier ou colis au poilu qui leur a été « confié ».



Marie Ferret,
(Marseille, 1876-1957)

La correspondance des soldats cavaillonnais Duranthon père et fils avec Mme Ferret de Marseille, leur marraine de guerre, est intéressante à plus d'un titre : d'une part, elle nous montre l'importance du lien qui se crée entre des soldats et leur bienfaitrice, et la gratitude qu'ils en éprouvent ; d'autre part, elle nous permet de suivre le parcours – pathétique - de ces poilus au fil des mois. (Ces documents ont été confiés aux Archives municipales

en 2011 par la petite-nièce de Mme Ferret).



Louis Duranthon, grand blessé
de guerre et son fils cadet
Maurice, 1916, 2S139.

Marie Ferret, 12 décembre 1914 : « Monsieur, J'ignore à qui mon paquet est destiné mais ce que je désire, c'est qu'il soit reçu et mangé d'aussi bon cœur que ce qu'il est envoyé. J'espère qu'il vous apportera un petit moment de joie en pensant qu'il y a des cœurs qui pensent à vous autres. (...) »

Louis Duranthon, Forêt de Malancourt (Meuse), 2 janvier 1915 : « Madame et chère bienfaitrice, Je fus l'heureux destinataire du superbe paquet que vous avez eu la bonté d'envoyer pour le jour de Noël à notre Général pour le donner lui-même à un soldat nécessiteux qui en soit digne et mon Général m'a fait l'honneur de cette distinction dont je suis très fier et surtout très heureux car en deux mots, voici ma situation : je me nomme Louis Duranthon, j'habite Cavaillon (Vaucluse). Je suis père de 5 enfants et suis âgé de 40 ans. Voyant la France, Ma Patrie, en danger, je n'ai pas hésité à m'enrôler, ainsi que mon fils âgé de 19 ans, au 112^e de ligne, pour défendre notre drapeau. (...) Vous devez penser avec quelle joie mon fils et moi avons accueilli votre paquet providentiel, car c'est le 1^{er} que nous avons reçu depuis 4 mois que nous sommes au combat (...) Louis Duranthon, caporal au 112^e régiment d'infanterie de ligne, 6^e Cie, 15^e corps d'armée. »

La triste histoire des soldats Duranthon de Cavailon...

Louis (le père) est évacué fin janvier 1915, les pieds gelés. Resté seul au front, son fils Philippe poursuit la correspondance avec Mme Ferret. Début mars, Louis, « *qui va de mieux en mieux* » dit Philippe, est dans un hôpital de Montpellier.

La dernière lettre de Philippe date du 9 mai ; inquiète, la bonne marraine écrit fin juin à la mère, à Cavailon, qui répond en juillet : son mari est toujours à Montpellier après avoir subi 2 opérations. Mais l'inquiétude est grande pour Philippe dont ils sont sans nouvelles depuis mi-juin (offensive allemande en Argonne).

De fait, le 30 décembre, Louis annonce que Philippe a été porté disparu au combat de Bagatelle (Argonne, 30 juin 1915). Quant à lui, on l'a finalement amputé du pied droit ; son fils cadet, Maurice, va partir à la guerre et Emilie est à l'hôpital de Cavailon avec la fièvre « *escarlatine* ».

Nouvelles d'avril 1916 : Maurice est incorporé dans 4^e colonial ; son moignon le fait tant souffrir qu'il a fallu « *le recouper un peu plus haut* »... A peine rétabli de cette opération, voilà qu'on pense sa femme perdue : il fait le déplacement à Cavailon « *mais de me voir, ça a-t-il produit un effet miraculeux sur elle (car elle demande toujours à me voir avant de mourir) que, quoique je ne sois resté qu'une journée auprès d'elle, elle se mit à aller mieux (...)* et sortira le mois prochain de l'hôpital. »

Janvier 1917, Maurice écrit : « *je vous dirai que je va (sic) bientôt monter dans les tranchées (...)* J'espère que j'aurai plus de chance que mon frère Philippe et que mon père. »

La correspondance s'arrête là.

Ministère de la défense - Mémoire des hommes
PARTIE À REMPLIR PAR LE CORPS.

Nom **DURANTHON**
Prénoms **Philippe**
Grade **Soldat**
Corps **118^e R.I.P.**
N^o **1188** au Corps. Cl. **1915**
Matricule **1188** au Recrutement **Argonne**
Mort pour la France le **30 juin 1915**
à **Bois de la Gruerie**
Genre de mort **Shot au change**
Titre d'écrou **Maurice**
Né le **8 novembre 1894**
à **Chavancelle** Département **Haute-Marne**
Acte militaire (y compris Lyon) à défaut voir n^o }
Jugement rendu le **27 janvier 1916**
par le Tribunal de **Argonne**
auquel jugement transcrit **6 juin 1916**
Cavailon (Haute-M.)
N^o du registre d'état civil.
534-708-1021 (18434)

Fiche de décès du soldat Philippe Duranthon, 30 juin 1915 au Bois de la Gruerie.
www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr

Soldats des villes et soldats des champs

Paul BERNARD (1891-1960), classe 1911, Régiment d'artilleurs (etc.) (coll. de Roger BERNARD)

Mécanicien chez Rouget (Garage de la Pomme d'or) puis vendeur chez Berbiguier. Il effectue ses 3 ans de service, puis la guerre, dans un régiment d'artilleurs où il est maître-pointeur (Alsace, Somme, Verdun, Salonique, Belgique).



Les artilleurs devant leur pièce, Verdun, 1916.



Dans la tranchée, Verdun, août 1916.



Verdun, août 1916.



Soldats au repos dans leur cagna, Verdun, août 1916.



Woëvre (Meuse), 1916.



Avec J. P. Boitelet, Framerville (Somme), [1915].



« Le tombeur de zeppelin », Salonique, octobre 1917.



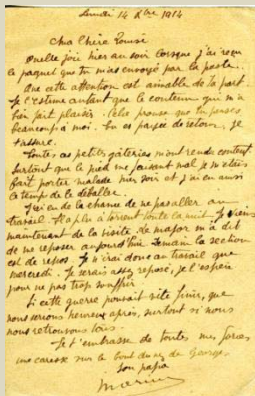
« La tombe de Plantier et Roussel », Le Kemmel (Belgique), 1918.



Armée d'Orient, Salonique, octobre 1917.

Marius GAUTHIER (1882-1915), classe 1912, 7^e Régiment du Génie (coll. de Monique DELUY-MAUPOIX)

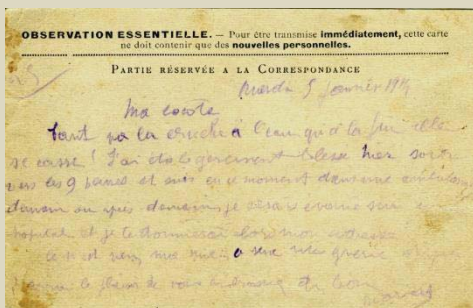
Ouvrier typographe. Sapeur au 7^e Régiment du Génie. Campagne d'Allemagne (août 1914-janvier 1915). Affecté aux ateliers de réparations mécaniques à Troyes, puis monte au front. Mort pour la France, 6 janvier 1915. Son fils, Georges, passionné d'archéologie et de patrimoine, lèguera ses archives aux Musées de Cavaillon.



« Si cette guerre pouvait vite finir, que nous serions heureux après, surtout si nous nous retrouvons tous. » A sa femme, 14 décembre 1914.

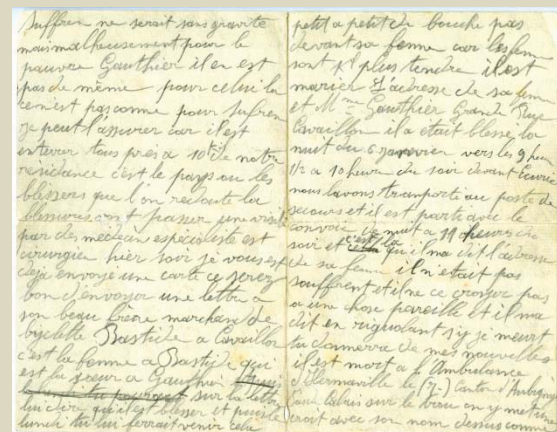


Dernière lettre à sa femme, 5 janvier 1915.



« Ma cocote, tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse ! J'ai été légèrement blessé hier soir vers les 9h et suis en ce moment dans une ambulance (...) Ce n'est rien ma mie, ce sera vite guéri. » 5 janvier 1915.

« (...) malheureusement pour le pauvre Gauthier, il en est pas de même (...) Je peux l'assurer car il est enterré tous près à 10 km de notre résidence. C'est le pays où les blessés que l'on redoute la blessure ont passé une visite par des médecins spécialistes et chirurgiens. (...) Ce serait bon d'envoyer une lettre à son beau-frère, marchand de bicyclette Bastide à Cavaillon (...) Sur la lettre, lui dire qu'il est blessé, et puis le lundi, tu lui ferais venir cela petit à petit de bouche, pas devant sa femme, car les femmes sont plus tendres (...) Il n'était pas souffrant et il ne croyait pas à une chose pareille et il m'a dit en rigolant si je meurs, tu donneras de mes nouvelles. Il est mort à l'ambulance d'Hermaville (Pas-de-Calais). Sur le trou, on y met une croix avec le nom dessus comme l'on fait chez nous. » 8 janvier 1915.



Henri MAUPOIX (1893-1966) classe 1913, 8^e Régiment d'infanterie coloniale (coll. de Monique DELUY-MAUPOIX)

Typographe chez les imprimeurs Aubanel (Avignon), puis Mistral (Cavaillon). Incorporé au 8^e Régiment d'infanterie coloniale en 1913. Parti aux Armées le 9 août 1914. Campagne d'Allemagne puis Armée d'Orient. Décoré de l'ordre du bataillon, Croix de guerre avec étoile de bronze. Il rapporte de sa campagne d'Orient un passionnant témoignage photographique sur la Serbie et la Bulgarie durant la guerre.



Henri Maupoix, 4^e RIC, [1916].



Henri Maupoix, assis au centre, 4^e RIC, décembre 1915 ou janvier 1916.



« 25 janvier 1916 – Je vous envoie ma binette dont je vous avais parlé lors de ma permission. Ma santé est toujours excellente (...) »



Décorés à l'ordre du bataillon, croix de guerre avec étoile de bronze, octobre 1916. « ... vous me reconnaissez au milieu... ».



Henri Maupoix, assis, 1^{er} à gauche, slnd [avant octobre 1916 ?].



Henri Maupoix, en haut à gauche, 2 août 1917.



Monastir (Macédoine) : femmes turques, 1917.



Cégel (Serbie), drapeau du 38^e Colonial montant en ligne, mai 1917.



[Cégel (Serbie)], campement du 38^e Colonial, 1917, slnd

Léon COMTE (1894 – 1958), classe 1914, 7e Bataillon de Chasseurs alpins (Coll. de Michèle COMTE)

Campagne d'Allemagne (9 septembre 1914-7 septembre 1919). Blessé le 23 mars 1915 au Vieil-Armand (Hartmannswillerkopf), Vosges. Blessé le 14 juin 1915 à l'Hilsenfirst (Vosges). Cité à l'ordre du bataillon, Croix de guerre avec étoile de bronze.



« Aujourd'hui, il a plu tout le jour, nous n'avons encore rien foutu, nous sommes mobilisables le 10. On doit nous vacciner contre la typhoïde (sic) (...) », Draguignan, 1^{er} novembre 1914.



7^e Bataillon de Chasseurs alpins, Léon Comte en haut, 2^e à gauche, 1915.



« C'est le 23 que je suis été blessé. Je n'avais pas fait l'attaque mais à la nuit, j'étais monté dans la tranchée boche qu'on avait pris pour y travailler car je tenais l'emploi de terrassier. Il y avait pas beaucoup de temps que j'y étais que je suis été blessé par une bombe », Bussang, 27 mars 1915.



Blainville [Lorraine], Léon Comte, visage tanné, vieilli (assis, 1^{er} à gauche), 1916.



Valence « 15 janvier 1916 – En route vers le front. Affectueuses caresses, Léon. »



Les anciens du 7e B.C.A., Léon Comte 1er debout à gauche, sd [1919].

Enfants dans la tourmente

A peine sortis de l'enfance, leurs témoignages sont empreints de tendresse et d'attachement pour leurs parents, le petit frère, les cousins... qu'ils ont laissés au pays. Ils passent brutalement du camp d'instruction aux lignes de front. De l'enfance à l'enfer...

Charles GARCIN dit Charlot, classe 1916, 92e Régiment d'Infanterie (coll. de Ghislaine ESCOFFIER-MOUTTE)



« 5 juin 1915 - (...) Voilà notre photographie au campement. Nous ne sommes que des enfants de Vaucluse et du peloton de la 25^e compagnie. C'était dimanche matin et en tenue négligée (...) »



« 2 septembre 1915 - Nous nous sommes fait photographier tous les poilus de la tente. »

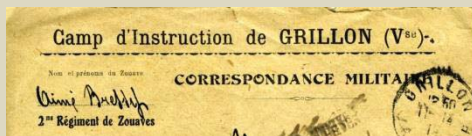


« 2 septembre 1915 - Sur celle-là ce sont les copains : il y a Indignoux et Jalland de Cavailhon. Maman reconnaîtra en outre Maurice et Henri. L'autre est de Carpentras. (...) »



« 27 mars 1916 – Biens chers parents (...) Aujourd’hui, du nouveau ici. Il part pour le 92^e au front un détachement de 300 hommes fournis par notre bataillon. Henri Lichière part. Sur la photo, vous voyez ma section ; représentés par une croix, mes camarades. Celui qui rit beaucoup part aussi aujourd’hui. Notre sous-lieutenant est aussi désigné sur la carte. Mon tour approche. Je l’attends plus que avec impatience. Je ne dirai pas cela à Maman, certes, mais quand on voit partir les autres, on a hâte de partir. A la destinée à faire le reste. (...) »

Aimé BRESSY, Classe 1916, incorporé le 10 avril 1915, dans le 2^e Régiment de Zouaves ; fait prisonnier au sud du fort de Vaux (Verdun) le 12 juin 1916. Interné à Döberitz (près de Berlin) ; rapatrié le 19 avril 1919. Camps d’instruction de Sathonay, Mirabel, Hauterives (« Je suis logé chez celui qui a fait le « Palais idéal ». Nous sommes dans le même parc que le palais. »), Grillon. Campagne d’Allemagne. Correspondance d’Aimé BRESSY à sa mère (12 avril 1915-5 juin 1916). Coll. Catherine RICHARDS-AVY.



Novembre 1915.

Vignette d’Aimé Bressy, sd.



A sa mère, enveloppe à la gloire des zouaves : « On ne passe pas ! », janvier 1916.



Aimé Bressy en uniforme de zouave, avec sa mère et son frère. Sd [1916].

« 6 août 1915 (...) »

Au cours de mon voyage à Valence, j’ai déjeuné avec un poilu qui retourner du front. Il m’a dit que nous préparions un gros coup du côté de Perthe [-les-Hurlus, Marne] où il était ; que notre artillerie ne savait plus où se mettre tellement qui y en a : 300 batteries rien que où il était. Il y a des pièces d’artillerie lourde 250 qui sont à 500 mètres des boches et qui vont essayer de percer les lignes ennemies et si on y arrive, on lâchera 2 divisions de cavalerie qui sont là-bas, qui sabreront tout. C’est à souhaiter que cela réussisse, pour nous : on ne monterait peut-être pas au front car il croit que cela finisse vite. (...) »

« 29 mars 1916 (...) »

Mon régiment étant un régiment de marche, nous ne montons pas dans les tranchées ; quand nous montons, c’est pour attaquer. Mais il ne faut pas croire que l’on est plus mal, car avant de monter, à Verdun, ils avaient eu 3 mois de repos : ils n’ont pas eu à endurer les mauvais temps de l’hiver. Ils n’ont resté que 4 jours à Verdun ; ils sont retournés que très peu, c’est vrai, mais il y en a guère de morts, ils sont été faits prisonniers. Ils croyaient aller relever des chasseurs alpins et ils se sont trouvés en face des boches, les alpins étant faits prisonniers.

Maintenant, si on approche près du front, c’est pour nous, la classe 1916, pour nous habituer, au canon, mais l’on ne pense pas se battre encore.

D’après ce que l’on dit, entre nous, que nous irons un de ces 4 matins attaquer Metz, comme les boches ont attaqué Verdun ; qu’il y a des très grosses pièces de canons de gros calibres que l’on a fabriqués dernièrement : le 510, ou 520, soit 100 millimètres de plus que le 420 boche, et que si on réussit, ce sera probablement la fin de la guerre, mais tout ça, c’est des bruits qui courent, qui ne sont peut-être pas vrais. (...) »

« Dolaincourt, 11 mars 1916 »

Chère mère,

Nous sommes arrivés ce matin à 1 heure et demi. Je suis dans les Vosges, pas loin de papa : à 50 kilomètres (et non où on comptait aller, du côté de Verdun). Je m’en vais te raconter un peu mon long voyage : nous avons partis (...) de Fontaine, près de Lyon, vendredi à 5 heures (...)

Il est près de 8 heures du soir. Nous demandons où l’on se trouve, on nous dit « dans la Haute-Marne ». Un employé de la gare nous renseigne et nous dit que nous allons (...) reformer la 37^e division qui a été esquincée à Verdun.

Alors au bout d’un instant, l’on fait demi-tour et nous voilà encore dans une direction inconnue. Il fait nuit, nous nous endormons.

Tout à coup, le train s’arrête et on nous dit de descendre. Il est 1 heure et demie ce matin. Tout le monde s’équipe et descend du train. Tout le monde se demande où l’on se trouve, personne n’en sait rien. Il fait noir, on ne voit aucune lumière, au loin, on entend le canon, on marche et on aperçoit quelques maisons. Nous rentrons 80 dans une grande ferme ; nous couchons sur la paille ; le temps est humide mais il ne fait pas froid (...). »



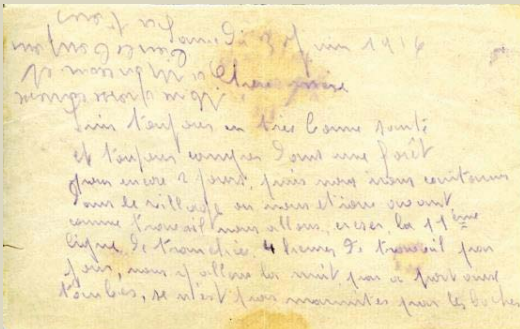
« Dimanche 23 avril 1916
 Chère mère,
 J'ai reçu ta lettre du 19.
 Toujours en très bonne santé (...)
 Nous avons mangé la boîte d'artichaud, nous
 l'avons trouvé bien bonne.
 Comme tu me demandes sur ta lettre, envoie-moi
 un paquet par semaine car nous ne pouvons
 complètement rien acheter, il n'y a plus aucun civil
 où nous sommes. De préférence, envoie-moi des
 choses qui se conserve très bien, tel que chocolat,
 saussices, saussison, confitures, etc. Tu m'enverras
 dans le prochain une savonnette et un peu de fil pour
 recoudre les boutons.
 Ne t'inquiète pas si tu ne reçois rien de quelques
 jours, car je ne pourrai peut-être pas écrire. Nous
 partons ce soir pour aller dans un bois, et monter
 aux tranchées demain au soir.
 Nous avons déjà reçu le baptême du feu : les
 boches nous ont jeter vendredi quelques obus, qui
 ont heureusement fait aucun dégât, ils ont tombés
 dans un champ à côté.
 Votre fils et frère qui vous embrasse bien fort,
 Aimé.



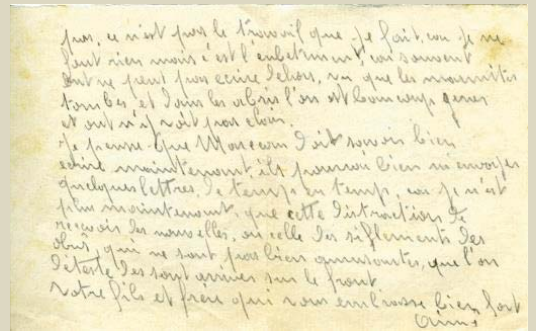
Aimé Bressy en campagne, slnd [1915-1916]

12 avril 1916 : « Nous repartons demain pour une destination toujours inconnue. Suis avec beaucoup de Vauclusiens, l'on entend parler le patois de partout. Envoie-moi l'imperméable de Papa et tu lui feras une veste à lui**, car à nous, je ne crois pas que l'on nous empêche de le porter. (...) Je me languis de recevoir le paquet car c'est difficile de pouvoir acheter. J'avais fait ma provision de chocolat avant de partir mais (...) il ne m'en reste plus que une tablette de 22 sous, mais si cela continue, elle ne durera pas longtemps. Une grosse à Marceau. Reçu une lettre de Papa ce matin. »

* Le père est sur le front, en 1e ligne.



29 avril 1916 : « Me voila plus tranquille et plus à l'abri. Nous sommes été relevés des premières lignes hier au soir pour passer 4 journées en 2^e lignes et ensuite 8 jours au repos (...) Je n'écris pas à toute la famille – ce n'est pas le travail que je fais car je ne fais rien, mais c'est l'embêtement, car souvent, on ne peut écrire dehors, vu que les marmites tombent et que dans les abris, l'on est beaucoup gênés et on n'y voit pas clair. »



3 juin 1916 : « Suis toujours en très bonne santé et toujours campés dans une forêt pour encore 2 jours (...) Nous allons creuser la 11^e ligne de tranchées, 4 heures de travail par jour ; nous y allons la nuit, par rapport aux taubes ; ce n'est pas marmité par les boches, c'est à au moins 1 km derrière les derniers canons d'artillerie lourde dans la forêt où nous campons. »



Aimé Bressy, 2^e rang à droite, Romans, [1915].



Emile Bellosi (2^e rang à gauche), soldat 2^e classe du 163^e RI, cité à l'ordre de l'armée le 18 mai 1917 : « Soldat merveilleux de courage et de sang-froid. Le 11 mai 1917 a été très grièvement blessé, en se tenant crânement, malgré l'intensité du bombardement ennemi, derrière un barrage qu'il fallait garder à tout prix. Déjà décoré de la médaille militaire pour exceptionnelle bravoure. », Coll. Betty Bellosi-Bègue.



Paul Toppin [assis, 5e à droite], 9^e Régiment de Tirailleurs Algériens, Tataouine (Sud Tunisien), 1917, coll. Toppin Frères.



Augustin Caritoux, minotier, classe 1919, 141^e RI en campagne, slnd [1918-1919], coll. Monique Caritoux-Champetier.



La « Roulante » : Augustin Caritoux, 2^e à droite, slnd [1918-1919], coll. Monique Caritoux-Champetier.



Cyclistes, slnd [1914], collection Ghislaine Moutte-Escoffier.



Véran Sarnette, cycliste, slnd [1914-1918], Coll. Danièle Sarnette-Chanavas.

CAVAILLON 1914-1918 GRANDE GUERRE

Honorer les morts



Le 11 novembre 1918, à Cavillon comme partout en France, on fête la fin de la guerre : « *Le soir de l'armistice, alors qu'une immense explosion de joie s'est produite dans la France entière, notre police, la gendarmerie et les patrouilles militaires ont été impuissantes à empêcher la population civile et les troupes coloniales cantonnées dans notre ville, de manifester leur enthousiasme par des chants, des pétards et des serpenteaux.* »

Mais la victoire a un goût amer. Jamais un conflit n'a fait autant de pertes tant humaines que matérielles. Le nombre des victimes

françaises est de 1 400 000, ce qui représente environ 3,5% de la population totale d'avant-guerre et 10% de la population active. Pour les familles, le travail de deuil est rendu plus difficile encore car les dépouilles des soldats tués au front sont restées sur place. Ce n'est qu'en septembre 1920 que l'autorisation de faire rapatrier les corps identifiés sera donnée.

Les monuments aux morts de Cavillon

La guerre va donner au culte de ces morts une diffusion et un prestige jamais connus auparavant : dans chaque commune de France, on érige un monument, sur une place publique (souvent face à la Mairie) ou au cimetière. La loi du 25 octobre 1919 « relative à la commémoration et à la glorification pour la France au cours de la Grande Guerre » encourage et encadre l'édification de monuments communaux.

D'après les récents travaux de Jean Giroud, le conflit de 1914-1918 a coûté la vie à environ 400 Cavaillonnais, sur 9 400 habitants (en 1911), soit environ 8,5% de la population masculine. La liste officielle dressée par la Mairie décomptait 378 victimes.



Dès la fin 1915, le Maire avait pris l'engagement devant la population, d'aller chercher les dépouilles des Cavaillonnais tombés sur les champs de bataille. Il promettait en outre de « *faire graver leurs noms sur une grande*

Aux victimes de la Guerre de 1914-1918, grand escalier de l'hôtel-de-ville : bas-relief de Jean-Louis L'Homme, années 1930. Cliché AMC.

plaque de marbre placée dans le grand escalier de l'hôtel de ville » et posait le principe d'ériger un monument à leur mémoire dans le cimetière.

Le monument du cimetière des Condamines

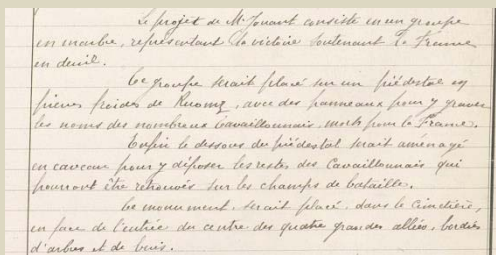
Le sacrifice des hommes, sa valeur d'exemple, imposaient une place d'honneur : on choisit le centre des allées du cimetière des Condamines pour y construire une crypte souterraine qui recevra les corps des soldats sans sépulture personnelle (d'après les noms gravés à l'arrière du monument, ils seraient 23). La crypte sera surmontée d'une sculpture monumentale.

Mais ce carrefour ombragé est occupé par le caveau des religieuses du Saint-sacrement, attachées au service de l'Hôpital.

Illustration locale de l'*Union sacrée* : Joseph Guis – l'anticlérical – sollicite avec délicatesse la supérieure, dont la réponse se veut toute de charité et de patriotisme : « ... nos répugnances, dit-elle, [à laisser exhumer nos sœurs] cèderont à la reconnaissance que nous devons à ceux qui ont donné leur vie pour notre patrie. Il est juste qu'ils occupent une place d'honneur au cimetière de Cavailon. »



Aquarelle du projet de monument, Jules Jouant, 1919, détail, 1Fi295.



Présentation du projet de monument de Jules Jouant au conseil municipal du 23 décembre 1918. 1D 27, f° 229.

Par l'intermédiaire des sénateurs de Vaucluse Guérin et Maureau, le Maire rencontre à la fin de 1918 le sculpteur parisien Jules Jouant, ancien élève de Rodin, qui jouit d'une certaine notoriété. « M. Jouant, qui s'est empressé de venir visiter notre pays a été très impressionné par le cadre de l'emplacement destiné au monument, et a dressé un projet que le Maire soumet au conseil. » Il s'agit d'un ensemble de marbre, allégorie de « la Victoire soutenant la France en deuil ». Ce

groupe sera installé sur un piédestal et un caveau en pierre de Ruoms. Le traité est signé en mai 1920 (coût total : 50 000 F.).

Fidèle à son engagement de 1915, la Mairie commandera au début des années 1930 au sculpteur Jean-Louis L'Homme les plaques de marbre sculptées des 378 noms et ornées d'un bas-relief en bronze : « Les vainqueurs » représentant deux poilus (armée active & territoriale), qu'elle fait placer dans le grand escalier de l'hôtel de ville.



Télégramme préfectoral informant de l'arrivée des corps de 4 soldats en gare de Cavailon. 1er janvier 1923, 5H6.

En octobre 1921 commence le rapatriement des corps de soldats réclamés par les familles pour réinhumation. Ils sont 55 pour Cavailon. Mais le monument n'est pas encore construit... En décembre, le Conseil, « voulant calmer l'impatience des familles éprouvées par la Grande Guerre et donner satisfaction à toute la population », invite le sculpteur à activer l'exécution.



Maquette en plâtre du projet de monument, Jules Jouant [1920], 2 M/N 1.

La commission artistique du ministère de l'Intérieur émet un avis favorable en mars 1922 assorti toutefois d'une réserve : « à accepter, mais très cher et peu durable. Il faudrait mettre les ailes de l'ange sous cloche. » Le projet est néanmoins agréé en mai 1923 (90 ans plus tard, les ailes de la Victoire sont toujours là...).

Une Victoire ailée soutient de son bras gauche une femme éplorée, tenant une couronne d'immortelles – symbole à la fois du deuil et de l'immortalité des héros. La Victoire élève dans sa main droite une couronne de lauriers, symbole de victoire, s'apprêtant à en ceindre la tête de la France accablée mais victorieuse.

Le groupe de marbre est installé sur un socle de pierre dont la face antérieure présente les très belles armoiries de la ville dans une couronne de laurier à l'antique. Quatre colonnes (figure de l'harmonie : 4 éléments, 4 points cardinaux, etc.) portent les 378 noms des martyrs et des couronnes de laurier décorées d'un ruban flottant ; en leur centre, la date du conflit vient en rappel.

De grandes palmes de martyrs, de part et d'autre du piédestal, complètent cet ensemble.

Le monument est terminé en décembre 1923. Satisfait, le Maire déclare : « *le monument est parfait. Tout est à admirer ; il a sa place au cimetière dans un merveilleux cadre de verdure où il fait une impression profonde.* »



Les plaques émaillées

En 1929, une soixantaine de familles feront réaliser des plaques émaillées à l'effigie de leur disparu. Disposées sur un chevalet métallique fixé au piédestal, elles furent déposées en 1989 lors d'une restauration du monument par le Souvenir français. Ces plaques sont désormais conservées aux Archives.

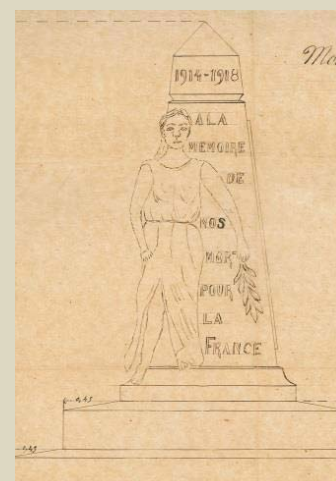


Les canons allemands

En application du décret du 16 mai 1919, deux canons allemands sont alloués à la ville comme trophée de guerre. Ils sont placés en décembre 1920 de part et d'autre du monument encore inachevé. Celui de droite porte le monogramme de l'empereur de Prusse Guillaume 1er.

Un monument pour les Vignères

Le hameau des Vignères pleure quant à lui 34 de ses enfants (75% avaient moins de 30 ans, 47% moins de 25 ans). Dotés de leur propre cimetière, les Vignérois souhaitent y ériger un monument. Une souscription publique est lancée qui rapporte 2 400 F. Le sculpteur cavaillonnais Jean Hermitte propose un projet – modeste – pour 3 500 F. Le conseil municipal approuve le projet et apporte le complément.



Projet de monument aux morts pour les Vignères, Jean Hermitte, 1920, 1 Fi 90.



Ruines de la Mairie de Vieux-lès-Asfeld, 1918.
Coll. J. Giroud.

"La Provence pour le Nord" : Cavaillon marraine

Vieux-lès-Asfeld (Ardennes)

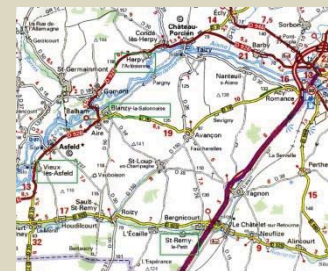
A la suite de l'injuste « affaire du XVe Corps » (voir plus haut), Faber, journaliste au *Petit Marseillais*, publie en février 1915 un article intitulé « La Provence pour le Nord », dans lequel il propose l'adoption par les villes du Midi de localités du Nord, après leur libération, et l'aide à leur reconstruction. Un comité est créé et des conférences données dans toute la région diffusent l'idée et aident à réunir des fonds. Le *Bulletin des Réfugiés du Nord* parle de « jolie vengeance » du Midi contre la rumeur infâme lancée par le journal *Le Matin* quelques mois plus tôt. A Cavaillon, la conférence est donnée en juillet 1915 par le Trésorier général de Vaucluse : « Cette œuvre a pour but de venir en aide aux malheureuses populations des régions envahies dès que [les] ennemis en auront été chassés » indique le Maire devant son conseil, qui vote à l'unanimité une subvention de 250 F.

La guerre à peine finie, dès octobre 1918, Marseille adopte Arras et vote 900 000 F de subventions pour sa reconstruction. Arles adopte Herpy dans les Ardennes ; Aix-en-Provence, Mons-en-Laonnois, etc.

Le choix de Vieux-lès-Asfeld

Cavaillon, quant à elle, est sollicitée en septembre 1919 par le Maire d'Herpy (Ardennes, arrondissement de Reims), Marcel Braibant. Celui-ci, familier de la région provençale, va créer tout un réseau de villes-marraines, au bénéfice de villages dévastés de son arrondissement, situé à une trentaine de kilomètres au nord de Reims.

Braibant propose à la sollicitude de Cavaillon le petit village de Vieux-lès-Asfeld, 220 habitants après-guerre, et en décrit la tragique situation. Le conseil municipal, ému, décide sans tarder l'adoption de cette malheureuse localité. En réponse, le conseil de Vieux-lès-Asfeld adresse, dans sa séance du 28 septembre, l'expression de sa *gratitude* « à la municipalité de Cavaillon et à la généreuse population de la ville » et présente un peu mieux la « filleule » :



Entre Reims et Rethel, le long de l'Aisne des Ardennes : Vieux-lès-Asfeld, Blanzay-la-Salonnaise, Herpy-l'Arlésienne et Saint-Rémy-le-Petit. Carte Michelin 2012, détail.



Evacuation des habitants par les soldats allemands, avant la destruction du village, octobre 1918.
Coll. J. Giroud.

« Quand nous aurons dit que nous sommes à 24 km de Reims, à 13 de Berry-au-Bac, tout près du Chemin des Dames, au souvenir des communiqués de la Grande Guerre, vous songerez à tous les dangers auxquels nous avons été exposés. (...) De tout ce que nous avons, il ne nous reste rien, hors le courage, et l'espoir de voir renaître peu à peu nos foyers dévastés, et l'amour du sol natal est tellement assuré chez nous, que presque tous les habitants évacués par les Boches lors de leur recul en octobre 1919 [le village a été largement détruit : 33 maisons minées ou incendiées, les

autres saccagées], sont revenus dès l'armistice (...)

Soyez assurés que vous n'aurez pas affaire à des ingrats. Sans doute, il nous sera impossible de donner à nos sentiments de reconnaissance la forme expansive que le chaud soleil de Provence fait naître sur vos lèvres : les sangliers des Ardennes ne sont pas les cigales de Vaucluse et nous n'avons ni vos félibres, ni vos tambouriniers pour donner à nos réceptions l'enthousiasme et la chaleur communicative de chez vous (...). Mais soyez persuadés que nous savons apprécier à leur valeur les bienfaits et nous en rendre dignes.

Dès aujourd'hui, nous donnons à notre place publique le nom de « Cavaillon » et quand vous nous ferez le plaisir de venir nous voir, vous pourrez compter sur une réception sans faste, mais cordiale et sincère. (...)»

Le Maire ajoute une précision qu'en 1917, filles furent évacuées Cavaillon, et qu'elles souvenir du leur a été réservé. » Est-Braibant choisit de



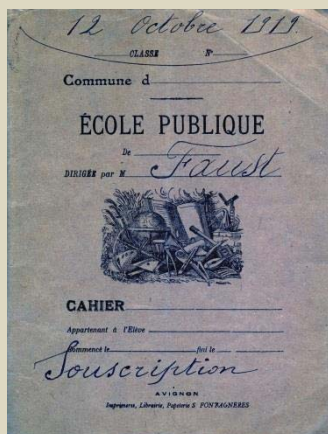
note personnelle en son épouse et ses deux vers la « France libre » à... gardent le meilleur « bienveillant accueil qui ce pour cette raison que solliciter notre ville ?...

La Place de Cavaillon-marraine, Vieux-lès-Asfeld, 1919, 2Fi338.

A son tour, le 31 octobre, le directeur de l'école mixte s'adresse à ses homologues cavaillonnais : il leur décrit l'extrême dénuement de sa commune, privée d'école durant tout le conflit, et les prie de prendre « la petite école de Vieux » sous leur « égide bienfaisante » :

« Chers camarades, (...) La rentrée de demain se fera [pour les 40 élèves] dans une baraque en bois bâtie à côté de l'école détruite et avec des moyens de fortune : table de cuisine boche ; tableau fabriqué avec quelques planches, et c'est tout. Ni livres, ni cahiers, que les parents, dans une gêne extrême, ne peuvent se procurer. On nous dit d'attendre !

Nous ferons l'impossible pour nous débrouiller et rattraper un peu le temps perdu par les élèves. Mais nous serions heureux, élèves et maîtres, de nous sentir réconfortés par l'appui moral et matériel de nos camarades du Midi à qui on ne fait jamais appel en vain quand il s'agit de l'instruction des jeunes générations. (...) »



Cahier de souscription pour la journée du 12 octobre 1919 : vente de tickets pour la représentation de Faust au Casino-Théâtre et pour le match de football contre l'O. M., 5H7.

Cavaillon se mobilise pour Vieux-lès-Asfeld

Quoique très éprouvée, juge le Maire, la commune de Cavaillon n'a été ni envahie, ni bombardée, et elle doit venir en aide aux populations qui ont plus souffert que la sienne. Il adresse « un pressant appel au Comité des dames cavaillonnaises, qui a tant fait de bien pendant les hostilités, aux blessés et malades militaires et à nos prisonniers de guerre » pour qu'elles remettent l'ouvrage en activité et préparent colis de vêtements et de vivres. Une souscription publique est ouverte auprès de la population et en outre, le conseil vote une subvention de dix mille francs, mandatée par cinquièmes durant les mois rigoureux (de novembre à mars), pour secours individuels au plus nécessiteux. Enfin, une grande fête au bénéfice de Vieux est organisée le

12 octobre 1919. Au programme : un match de football opposant l'équipe 1^{ère} de Cavailion à celle de... l'Olympique de Marseille, suivi d'une grande soirée au Casino-Théâtre où *Faust* [de Gounod] est interprété par la troupe du Grand théâtre d'Avignon. Cette journée rapporte près de 3 000 F... malheureusement subtilisés dans le coffre de la Caisse d'Epargne par des voleurs sans vergogne: ne pouvant priver d'aide les habitants de Vieux-lès-Asfeld, la municipalité vote sur le champ une subvention couvrant la somme dérobée.

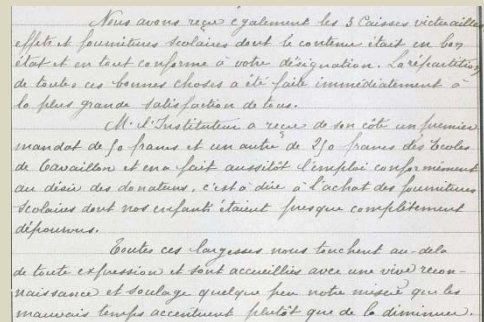
Conserves offertes par le Comité des Dames		Caisse un peu plus grande	
28 Boites Haricots au petit salé	31 "	11 Boites Chaya farcis	31 "
4 Boites grandes Pied et Légume	27 "	Sardines	27 "
3 " petites "	19 "	Cognac	19 "
7 " " "	12 "	petites Sauc Concentr	12 "
80 " " "	2 "	Beauf	2 "
16 Boites petites Sauc Concentr	4 "	Haricots au petit salé	4 "
2 " grandes "	39 "	petites Confiture	39 "
41 " " "	24 "	Jams	24 "
39 " " "	85 "	Jamssichs	85 "
4 " " "		Sau Gloria	
214 Boites			

Premier colis du Comité des Dames cavailloises : conserves alimentaires, 18 octobre 1919, 5H7.

L'aide peut commencer : colis réguliers des *Dames cavailloises* (vêtements et conserves), mandats mensuels de 2 000 F durant les mois d'hiver, aide des écoles à leurs camarades ardennais (fournitures scolaires et livres)... Ce soutien est très précieux pour la commune filleule dont la situation ne s'améliore guère : en février 1922, la reconstruction est à peine commencée : la mairie, l'école, l'église, sont toujours des baraquements en bois ;

l'agriculture peine à redémarrer ; la main d'œuvre est chère et les fonds manquent...

Le nouveau Maire écrit : « *Votre dernier envoi d'effets et de conserves a été accueilli comme les précédents avec joie et a été réparti à la satisfaction générale ... Du plus petit au plus grand, du plus nécessiteux au moins éprouvé, tous remercient sincèrement la population de Cavailion et lui souhaitent en ce commencement d'année, toutes les joies auxquelles elle peut prétendre.* »



Lettre du Maire de Vieux accusant réception de colis de Cavailion, 1^{er} décembre 1919, 1 D 27, f°276.

Appels aux dons, soirées de bienfaisance et subventions municipales permettront de poursuivre cette aide régulière pendant plus de trois ans, jusqu'en décembre 1922.



Vieux-lès-Asfeld : sur la Place Cavailion, Brigitte Tellier, Maire, rend hommage aux Morts pour la France de 1914-1918, en présence d'une délégation cavailloise, 14 octobre 2007, AMC.

Si les habitants de Vieux-lès-Asfeld n'ont jamais oublié l'aide de leur marraine provençale, le souvenir du marrainage de 1919 s'était un peu étioilé à Cavailion. La curiosité de deux passionnés, Robert Martin et Maxime Nougier, relayée plus tard par les travaux et la ténacité de Jean Giroud, aboutirent à resserrer les liens entre les deux communes : un *carrefour Vieux-lès-Asfeld* fut inauguré à Cavailion en 2002 en présence d'une délégation de la commune honorée, tandis que des Cavaillois firent également plusieurs fois le déplacement en terre ardennaise.

Morts pour la France





Déjà la pierre pense où votre nom s'inscrit
Déjà vous n'êtes plus qu'un mot d'or sur
nos places
Déjà le souvenir de vos amours s'efface
Déjà vous n'êtes plus que pour avoir péri

Louis Aragon Tu n'en reviendras pas (*Le Roman inachevé*).

Reproduction de 47 portraits figurant sur les plaques émaillées du monument aux morts des
Condamines. 2 M/N.

La mort d'Ismaël DAUPHIN (1884–1915)



Ismaël DAUPHIN avec son fils Edmond, vers 1912. Coll. F. Pibarot.

Ismaël, Alexis, Véran DAUPHIN naît le 8 mai 1884 à Saint-Pantaléon (Vaucluse) de Joseph et Anaïs Victoire BOUSCARLE. Son père, limonadier, s'installe vers 1891 à Cavaillon où il tient le « Café Dauphin », place des Dominicains (actuelle place Castil-Blaze).

Après de brillantes études à Avignon, puis au lycée Ampère de Lyon où il est condisciple d'Edouard Daladier, Ismaël obtient en 1903 son baccalauréat-ès-lettres avec mention, ainsi qu'un prix d'excellence en rhétorique.

Il est nommé professeur de philosophie au collège d'Apt, puis au lycée d'Avignon.

Il épouse en 1911 une voisine d'enfance, Jeanne Porte, de 4 ans sa cadette. Un fils, Edmond, naît en 1912.

Le bois de Malancourt (Meuse), 22 octobre 1915

Mobilisé à 30 ans comme brancardier au 258^e Régiment d'infanterie, Ismaël tombe au champ d'honneur dans le bois de Malancourt (Meuse) le 22 octobre 1915. Les circonstances de sa mort seront racontées 50 ans plus tard par un camarade de tranchée dans une lettre-confession envoyée à Edmond Dauphin (voir transcription ci-jointe).

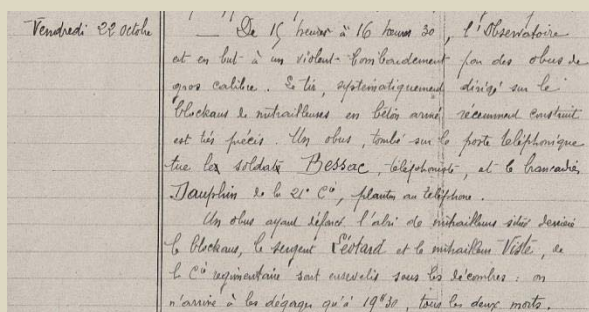
Dans ce terrible récit, on voit transparaître l'intellectuel, l'érudit, l'homme de raison. Cruel paradoxe, c'est son amour des livres qui va le tuer : les quatre brancardiers de la compagnie se relaient pour prendre leur tour dans un poste avancé d'artillerie. Vient le jour de Tallet, mais Ismaël Dauphin lui propose d'y aller à sa place. « Comment ! - proteste le premier – C'est mon tour ! Le coin n'est pas bon ! A chacun ses risques ! » « Peu, - répond

Dauphin – moi, là-bas, je suis bien, je sors un bouquin, j'écris. (...) » et puis, en riant : « Tu m'embêtes : j'y vais ! ». Mais ce jour-là...



Malancourt (Meuse), 1916.

Phot. anonyme (in Loez, Offenstadt, La Grande Guerre : carnets du centenaire, Albin Michel, 2013)



Extrait du Journal de marche et d'opérations du 258^e régiment d'infanterie, 22 octobre 1915, Service Historique de la Défense, 26 N 730/4. [www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr]

« Vendredi 22 octobre. De 15 heures à 16 heures 30, l'Observatoire est en but (sic) à un violent bombardement par des obus de gros calibre. Le tir, systématiquement dirigé sur le blockhaus de mitrailleuses en béton armé récemment construit est très précis. Un obus, tombé sur le poste téléphonique tue le soldat **Bessac**, téléphoniste, et le brancardier **Dauphin**, de la 21^e Cie, planton au téléphone. (...) »

Les camarades brancardiers se précipitent :

« Les tranchées étaient nivelées, les blockhaus éventrés, les cloisons repoussées, les mitrailleurs écrasés ou étouffés par les déflagrations, beaucoup de morts et de blessés. Au premier signal, nous étions partis et je pensais surtout à mon camarade et nous faisons l'impossible pour arriver jusqu'à lui. (...) il fallut y aller en rampant car nous étions à découvert – et arrivés au poste, ce n'était qu'un abri de pieux enfoncés en terre recouvert de troncs d'arbres et de terre. Dans ce fouillis gisait mon ami Dauphin (...) Vite, vite, nous avons placé Dauphin sur le brancard. A ce moment même il nous a dit « Je n'y vois plus ». Il n'y a rien d'étonnant lui répondis-je : tu n'as plus tes lunettes, elles sont brisées. (...) Nous sommes arrivés à l'ambulance, encore un abri fait de branches, un semblant de table. Dauphin a été examiné par le major Arnold [Arnal] d'Avignon. Naquet, capitaine de la 21e Cie, ami intime de Dauphin était là. Dauphin avait le bras coupé et quand nous avons ouvert la capote et le pantalon, affreux spectacle, une très grande plaie au côté (...) et qui ne saignait plus.

Dauphin a remercié le major, le capitaine, les infirmiers et nous tous et s'est éteint en prononçant plusieurs fois ces noms : « Ma Jeanne, mon Edmond – Ma Jeanne, mon Edmond... ».

Lettre du brancardier Julien Tallet à Edmond Dauphin, mars 1964. Copie F. Mitifiot, 17S12.



« Ismaël Dauphin – écrit encore douloureusement son camarade - j'entends toujours sa voix douce comme son regard. Quand nous discutons, il me disait « Toi, Tallet, tu crois en parlant fort, d'avoir raison (sic), moi je te cite des faits. Je te dis que les Allemands ne gagneront pas la guerre. »

Ismaël Dauphin est inhumé à Cavaillon, au cimetière des Condamines.

Cimetière des Condamines,
2010, photogr. HM.



L'hommage



Ismaël Dauphin, bas-relief de Ferdinand Marlhens, v. 1965, photogr. HM.

Lorsque le premier lycée de Cavaillon est construit au début des années 1960, la ville vote le principe d'honorer Ismaël Dauphin en donnant son nom au nouvel établissement. Sans doute l'amitié qui lie depuis leur jeunesse le maire Fleury Mitifiot et Edmond Dauphin, le fils d'Ismaël, n'est-elle pas étrangère à ce choix. La décision sera officialisée le 19 février 1970 par une délibération du conseil municipal faisant suite à la nationalisation des établissements d'enseignement (1968).

L'entrée d'origine du lycée (avenue Pierre Fabre) est ornée d'un bas-relief à l'effigie d'Ismaël Dauphin, œuvre de Ferdinand Marlhens, sculpteur oppédois.

Cette œuvre fut réalisée dans la seconde moitié des années 1960.

Edmond Dauphin (1912-1986), Pupille de la Nation : un parcours exemplaire

Edmond DAUPHIN naît à Cavaillon le 6 juillet 1912. Il n'a que 3 ans à la mort de son père.

Pupille de la Nation, il étudie au Lycée Mistral d'Avignon, puis « fait son droit » à Aix et Montpellier. Il entre dans la haute administration (directeur de cabinet du préfet des Ardennes, Edmond Pascal en 1939, et des Hautes-Alpes à partir

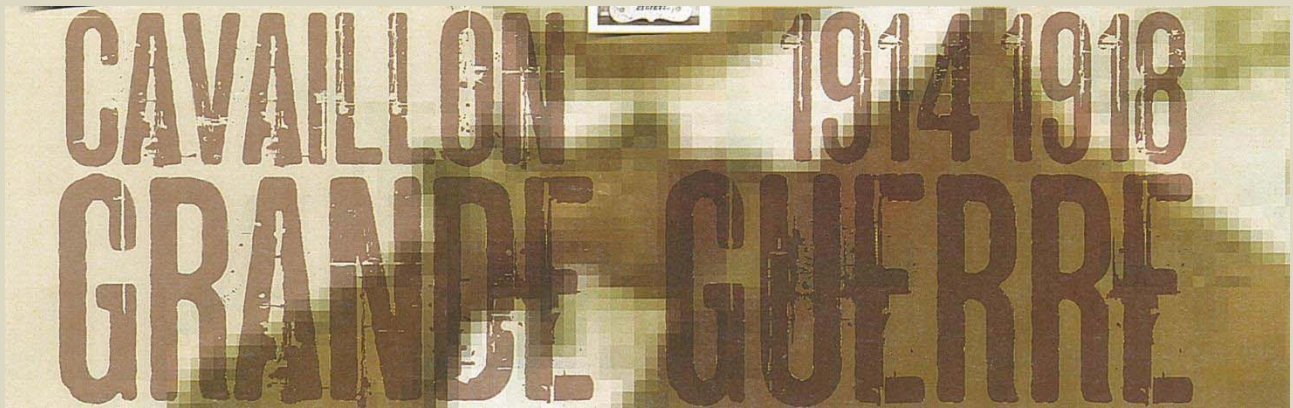


Edmond Dauphin, Officier de la Légion d'honneur, Laval, 1954, Coll. A. Buffière-Mitifiot.

de [1941] ; secrétaire général de la préfecture de l'Indre [1942], directeur de cabinet du préfet régional à Limoges en 1943 ; [Paris et Rambouillet], préfet de la Mayenne [1952] ; préfet d'Eure-et-Loir de 1958 à 1967.

Pour son action durant la dernière guerre, notamment la protection des enfants juifs, Edmond Dauphin reçut le 29 novembre 1977 la distinction de « Juste parmi les Nations » par le Yad Vashem. En 1998, il est mentionné au procès de Maurice Papon, par l'écrivain Samuel Pisar, en exemple de « *ces grands commis de l'Etat qui ont démontré qu'on pouvait servir sans compromission, sans ignominie* ».

Edmond Dauphin décède à Nice, le 8 avril 1986.



Notices des documents originaux présentés

Mobilisés !

Ordre de mobilisation générale, 2 août 1914, affiche, Imprimerie nationale, 17S2. Coll. J. Giroud.

« La guerre est déclarée ! ». Imagerie populaire, chromolithographie d'après Gil Baer, 1914, Editions Guiraud, Imprimerie provençale, Marseille. Don Alain Briche. 1Fi 920.

Réquisitions & ravitaillement

Ravitaillement en farine : stock des minotiers (à gauche) et répartition aux différents boulangers (1^{er} août-10 septembre 1916), 5H4.

Enquête du service départemental de ravitaillement sur l'organisation de la répartition du sucre, 5 mars 1918, 5H4.

Tickets de rationnement : essence, décembre 1918, 5H4 ; carnet de sucre (1920-1921), 17S110. Coll. J. Giroud.

Recensement agricole et réquisitions en foin et paille [en quintaux], novembre 1918. 5H4.

Œuvres de guerre

Soirée de bienfaisance organisée par le Comité des « Dames Cavaillonnaises », programme imprimé, 29 mars 1915. 117W12, Coll. G. Gauthier.

Cartes postales commémoratives de la « Journée du poilu » : 31 octobre-1^{er} novembre et 25-26 décembre 1915 : sur la première, un soldat découvre avec joie le contenu d'un colis envoyé grâce au produit de la collecte ; la seconde change de registre : « *Enfin seuls* » dit la légende... 17S24, Coll. J. Giroud.

Ouvroir municipal, installé à l'Hôtel-de-ville (et rue Dupuy-Montbrun) ; la pancarte indique « Guerre européenne, 1914-15-16 et 17... ». Sur la photographie du bas, Marie-Louise Orinier, 2^e à gauche, 1917, 2Fi1017, Coll. Toppin.

Société de secours mutuels des victimes de guerre du canton de Cavaillon : composition du bureau, 28 janvier 1924. Edmond Fraisse, négociant, est président de l'Action française à Cavaillon ; Joseph Pierre Boitelet, commerçant et acteur associatif (fondateur du Corso).

Les Réfugiés

« Une famille qui n'a pu trouver place dans un train, campe à la belle étoile. » Paris, août 1914. Service central photographique de la Préfecture de Paris. 17S111, Coll. J. Giroud.

Affiche publicitaire de l'Office de renseignements pour les familles dispersées. Paris, août 1914. Service central photographique de la Préfecture de Paris. 17S111, Coll. J. Giroud.

Instruction préfectorale, au sujet des besoins en vêtements et matériel des réfugiés du département à l'approche de l'hiver. 7 octobre 1918. 5H4.

Liste des allocataires de l'aide mensuelle aux femmes réfugiées, indiquant la situation de leur mari ainsi que la leur : celles qui ont trouvé un travail ou qui ont quitté la commune, sont rayées des listes.

Familles de réfugiés belges installés provisoirement au Cirque de Paris, août 1914. Service central photographique de la Préfecture de Paris. 17S111, Coll. J. Giroud.

L'hôpital militaire 66 bis

Carte postale ancienne (reproduction), 17S24, Coll. J. Giroud.

Soldats convalescents de l'hôpital temporaire de Cavillon : photo-carte (reproduction) signée Prudhomme. Photogr. Louis Nuidant, Cavillon, décembre 1914, 2 Fi 497.

Soldats convalescents de l'hôpital temporaire de Cavillon : photo-carte signée Prudhomme. Photogr. Louis Nuidant, Cavillon, décembre 1914, 2 Fi 496.

Navire Hôpital « Tchad » : débarquement de blessés légers à Toulon pour évacuation dans les hôpitaux de la région. Sd, Musée du Service de santé des armées, in F. Olier, J.-L. Quénechdu, *Hôpitaux militaires dans la guerre 1914-1918*. Louviers, Ysec Editions, 2014.

Lettre du Médecin-chef au maire de Lamentin (Martinique) l'informant du décès du soldat Chérubin Josaphat à l'hôpital de Cavillon. 7 février 1917. Registre de correspondance de l'Hôpital temporaire 66 bis.

Grippe espagnole, mesures prophylactiques prises au début de l'épidémie : réduction des exercices fatigants ; boissons chaudes après les exercices ; désinfection de la literie des malades ; gargarismes pour les hommes d'une chambrée infectée. 20 septembre 1918. Registre de correspondance de l'Hôpital temporaire 66 bis.

Infirmière, [1914-1918], photographie Jouve, Coll. Musées de Cavillon.

Des nouvelles du front

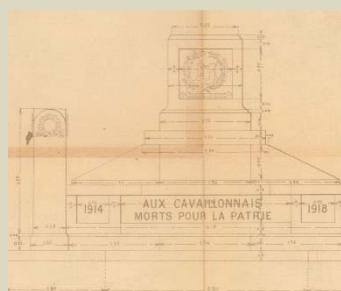


« Le Petit Cavaillonnais » (août 1915) Entre carnet blanc, affectations ou décorations militaires de personnalités du cru, nécrologie, informations locales, anecdotes amusantes... le « Petit Cavaillonnais », « organe d'information lente mais sûre », au tirage plus que modeste (40 ex.), était destiné à circuler entre les Cavaillonnais du front. Cette feuille artisanale (duplicateur à alcool) était rédigée et éditée par l'instituteur Eugène Cheylan. Ce numéro d'août 1915 est-il le seul qui subsiste dans les collections familiales ?... Nous lançons un appel ! *Le Petit Cavaillonnais*, août 1915, coll. part. L. Racchini, reprod., 3S40.

« Le Cri du Poilu » : journal de du secteur 129 (Dunkerque). 1ère année, n°2 (25 octobre - 15 novembre 1917) et 3 (15 décembre 1917), 2S102.

Les journaux de tranchées furent particulièrement nécessaires pour les soldats du front, et leur production fut abondante. Le « Cri du poilu » est conservé à Cavailon dans le fonds de l'écrivain Philippe Bontoux (voir vitrine), qui en était le rédacteur en chef, et fut un temps instituteur aux Vignères. Comme il l'indique dans la correspondance ci-jointe : « *tous les articles sont de moi, soit que je les ai (sic) signés de mon nom, soit que je me sois déguisé grâce à un pseudonyme : Caliban, Nemo, Harry Cott, etc.... tous ces personnages se réduisent à moi seul.* »

Monuments aux morts



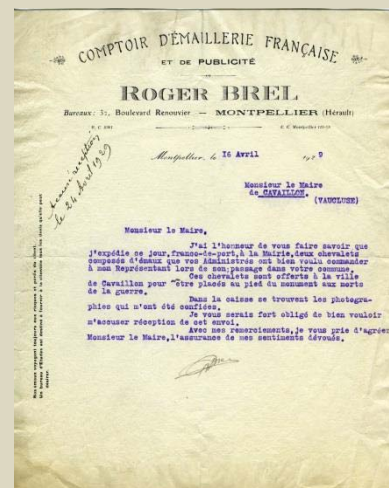
Plan en élévation du piédestal, détail, 1921, 2 M/N1.

Cimetière des Condamines : plan en élévation du piédestal en pierre de Ruoms (Ardèche), dressé par Dérivot, architecte, 12 avril 1921, 2M/N1.

Carte postale ancienne, éditions Henri Moutte, années 1930, 2Fi184. *On distingue les noms gravés sur les piliers.*

Maquette en plâtre du monument (photogr. Raucci, Neuilly) adressée au conseil municipal par le sculpteur Jules Jouant. Photogr. N&B, sd [1920], 2M/N1.

Aquarelle du projet de monument, signée Jules Jouant, 1919. 1Fi295.



Courrier du fournisseur annonçant l'envoi des plaques émaillées à l'effigie des soldats (voir vitrine), destinées à orner le monument aux morts du cimetière des Condamines, 16 avril 1929, 2M/N1.

Vieux-lès-Asfeld

Lettre du maire d'Herpy-l'Arlésienne (Ardennes) proposant au maire de Cavailon de marrainer la commune de Vieux-lès-Asfeld. Arles, 4 septembre 1919, 5H7.

Délibération du 28 septembre 1919 du conseil municipal de Vieux-lès-Asfeld, remerciant la population de Cavailon et décrivant « *l'état lamentable dans lequel les Barbares ont laissé [le] village autrefois riant et prospère* ». 29 septembre 1919, signé Albert Modaine, Maire. 5H7.

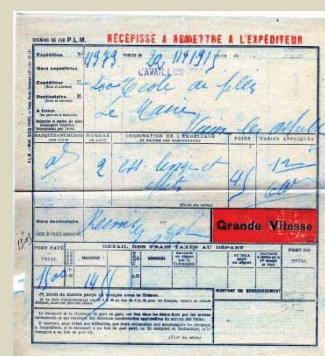
Fête d'adoption de Vieux-lès-Asfeld (octobre 1919) : dépenses d'impression (affiches annonçant le match de football contre l'O. M. et la représentation de « Faust » ; programmes).

Spectacle au bénéfice de Vieux-lès-Asfeld (1921) : dépense pour bouquets de soirée.

Envois de colis aux habitants de la commune-filleule, 1919, 5H7 :

- Lettre du maire de Cavailon annonçant à son homologue l'envoi des premières caisses de conserves alimentaires, fournitures scolaires et vêtements en gare de Reims, 24 octobre 1919.
- Apport de dernière minute fait par le Comité des dames cavailloises, 24 octobre 1919.

Récépissé des Chemins de fer P.L.M. (gare de Cavailon) pour l'envoi de deux caisses de vêtements et linge à destination de Reims, 22 novembre.



Morts pour la France



Expéditions d'actes de décès de soldats morts pour la France, 1914-1922, 5H6.

Des registres d'état civil étaient tenus sur le terrain par les officiers des unités engagées dans le combat, par les ambulances et les hôpitaux militaires, et sur l'ensemble des théâtres d'opération. Copie de ces actes était ensuite adressée à la commune de naissance pour transcription sur ses registres d'état civil.

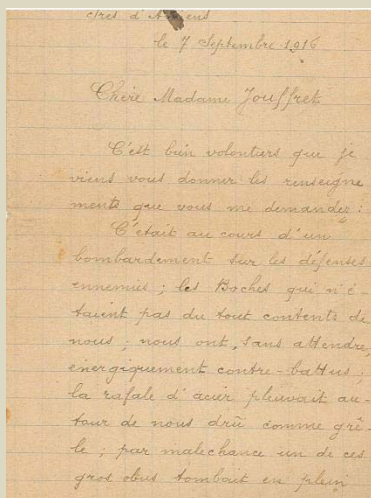
Eloge funèbre d'Adrien Astruc (1888-1917) par son ami d'enfance, Joseph Pierre Boitelet, 11 novembre 1921. Coll. Claude Astruc. (Adrien Astruc fut porté disparu à Craonne (Aisne) le 16 avril 1917).

Lettre préfectorale annonçant l'arrivée d'un wagon funéraire de sept soldats cavaillonnais *Morts pour la France* en gare d'Orange (qui centralisait les convois) et indiquant les modalités à suivre, 20 juillet 1921, 5H6.

Télégramme du délégué du préfet en gare d'Orange, indiquant l'heure d'arrivée dudit wagon funéraire en gare de Cavaillon, 21 juillet 1921, 5H6.

La mort du soldat

Eugène JOUFFRET (1888-1916), classe 1908, 102^e Régiment d'artillerie lourde, mort pour la France le 26 août 1916 à Herbécourt (Somme). *Collection Claude PEYTIER*.



« Près d'Amiens, le 7 septembre 1916. Chère Madame Jouffret, C'est bien volontiers que je viens vous donner les renseignements que vous me demandez.

C'était au cours d'un bombardement sur les défenses ennemies ; les Boches qui n'étaient pas du tout contents de nous, nous ont, sans attendre, énergiquement contre-battus ; la rafale d'acier pleuvait autour de nous dru comme grêle ; par malechance (sic) un de ces gros obus tombait en plein

sur l'abri où étaient les servants de la pièce ; 11 étaient par le fait ensevelis sous les décombres ; et le courage de ces braves artilleurs qui ont cherché à dégager l'abri a été impuissant à arrêter les progrès du mal. Le bombardement a duré sans interruption 3 heures consécutives. Sur 8 canons que nous avions au groupe, 7 ont été démolis par le feu de l'artillerie ennemie. Le bombardement terminé, une équipe du génie est venue débarrasser l'abri et l'on n'a pu retirer plus que 12 cadavres. 6 d'entre eux sont morts

par asphyxie, le pauvre Eugène était du nombre. Voilà dans quelles pénibles circonstances nos vaillants ont trouvé la mort, faute de secours efficaces occasionnés par les circonstances de l'instant. Mais les camarades à ces braves défenseurs n'ont pas voulu que l'affaire reste là ; deux jours après, par mesures de représailles et en vengeance de nos amis défunts, deux nouvelles pièces crachaient leur mitraille sur les Boches et au dire des observateurs, nous leur avons fait du mal. Un petit paquet des objets qu'il possédait vous sera adressé par les soins de sa batterie.

L'inhumation ne s'est pas faite dans de très bonnes conditions ; comme il y avait beaucoup de morts ce jour-là dans notre secteur, ce sont les brancardiers divisionnaires qui ont fait la besogne : de cette façon, le corps n'est pas dans un cercueil. Le cimetière est dans un champ vague entre Cappy et Herbécourt. (...) [Emile] Jean»

Marius GAUTHIER (1882-1915), ouvrier typographe, classe 1902, Sapeur au 7e Régiment du Génie, mort pour la France le 5 janvier 1915 à Hermaville (Pas-de-Calais). *Collection Monique MAUPOIX-DELUY.*

Lettre envoyée par un camarade de cantonnement vaclusien à sa femme pour qu'elle informe la famille, 8 janvier 1915. « (...) mais malheureusement pour le pauvre Gauthier, il en est pas de même. Pour celui-là (...) je peux l'assurer car il est enterré tout près, à 10 km de notre résidence. C'est le pays où les blessés que l'on redoute les blessures (sic) vont passer une visite par des médecins spécialiste et chirurgien (sic).

Hier soir, je vous ai déjà envoyé une carte. Ce serait bon d'envoyer une lettre à son beau-frère, marchand de bicyclette Bastide à Cavaillon. C'est la femme à Bastide qui est la sœur à Gauthier. Sur la lettre, lui dire qu'il est blessé ; et puis le lundi, tu lui ferais venir cela petit à petit, de bouche. Pas devant sa femme, car les femmes sont plus tendres. Il est marié. L'adresse de sa femme est : Mme Gauthier, Grande rue, Cavaillon.

Il a été blessé la nuit du 6 janvier vers les 9 heures et demi à 10 heures du soir devant [l'] écurie. Nous l'avons transporté au poste de secours et il est parti avec le convoi de nuit à 11 h du soir et c'est là qu'il m'a dit l'adresse de sa femme. Il n'était pas souffrant et il ne croyait pas à une chose pareille et il m'a dit en rigolant : « Si je meurs, tu donneras de mes nouvelles ». Il est mort à l'ambulance d'Hermaville le 7, canton d'Aubigny, Pas-de-Calais. Sur le trou, on y met une croix avec son nom dessus, comme [l'on fait chez nous]. (...) »

Notice nécrologique dans la presse locale, [janvier] 1915. Marius Gauthier fut l'un des fondateurs, en 1903, du « Stade cavaillonnais », ancêtre du SUC.

Plan du lieu d'inhumation du soldat [Joseph Antoine] Marius Gauthier à Hermaville (Pas-de-Calais), août 1916.

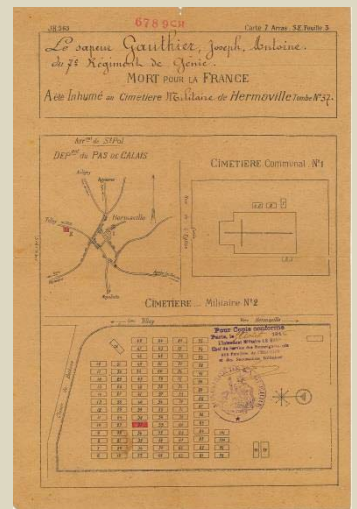


Tableau du peintre cavaillonnais Eugène Tamisier, à la mémoire de Pierre Marius GROS, 27^e Bataillon de Chasseurs alpins, Mort pour la France le 5 août 1917, 1923. Médaille militaire et croix de guerre avec une étoile de bronze ; gouache et crayon. *Collection Paulette & Hélène JUILLAN, don aux Archives de la ville (sept. 2014).*

Notices des objets et documents présentés en vitrines



La classe 1917 ou 1918 (« Groupe de l'Etoile ») réunie au Café Fin de siècle : Louis REY (bras levé). *Coll. Michèle Comte.*



Livret militaire de Germain JEAN, classe 1899. *Coll. Christiane Gorlier-Burgo.*



Casque de type « Adrian » (modèle 1915), artillerie.

Conçu dans l'urgence au début de la guerre de tranchées, alors que les blessures à la tête causaient une hécatombe (77 % des blessures avant son adoption, 22 % en 1916), le casque dit « Adrian » (du nom de l'intendant militaire qui en avait fait la commande) fut distribué à partir de septembre 1915. Il remplaçait la *cervelière* (calotte d'acier portée sous le képi) utilisée sans grand succès depuis février 1915. *Coll. Danièle Carrière.*

Mobilisation générale : billet de transport gratuit, [1914], AMC, 5H4.

La foule acclame le départ des troupes, Paris, août 1914.

Photographie : Jacques Moreau. Album du Service central photographique de la Préfecture de Paris, AMC, Fonds J. Giroud, 17S111.

Soutenir l'effort de guerre

- Cartes publicitaires pour les bons de la Défense nationale, 1915-1918
- « Souscrivez à l'Emprunt national » : calendrier de poche, 1917.
- Vignettes de dons aux quêtes patriotiques :
 - o Journée du secours national, 1915
 - o Journée du canon de 75, 1915
 - o Journée du Poilu, 1915

 - o Journée serbe, 1916
 - o Journée de l'Armée d'Afrique et des troupes coloniales, 1917



- Journée de l'Orphelinat des armées, 20 juin 1915 et Journée des orphelins de la guerre, [1917]
- Journée des prisonniers de guerre de Vaucluse, 1918

Inv. 86-23-23-1 à 8 ; 86-29-4 ; 86-32-6-1. *Coll. Jouve, Musées de Cavaillon.*



Médailles d'Henri Maupoix (1893-1966), Classe 1913, 8^e Régiment d'Infanterie Coloniale

Collection Monique Deluy-Maupoix.

Décorations militaires

- Médaille militaire (créée en 1852)
- Croix de guerre à 1 étoile de bronze (1916)
- Croix de guerre de Roumanie (1918)
- Croix du combattant (1930)



Médailles commémoratives

- Médaille de la Grande Guerre (1920)
- Médaille de l'Union nationale des combattants (1920)
- Médaille interalliée ou « Médaille de la Victoire » (1922)
- Médaille commémorative d'Orient (1926)
- Médaille de la Marne (1937)
- Médaille des batailles de la Somme (1956)

Caporal Henri Maupoix, décoré de la Croix de guerre à 1 étoile de bronze, pour citation à l'ordre du régiment, 25 avril 1916.

Henri Maupoix et ses médailles, 1965.



Album souvenir de la campagne d'Orient Macédoine, Bulgarie (1917-1918), photographies d'Henri Maupoix.

Agenda de l'armée française (1917-1918)

Le soldat Maupoix y mentionne les colis de nourriture qu'il reçoit : de sa famille, du Comité des dames cavaillonnaises.

Croix de guerre de Paul Bernard à 1 étoile de bronze (1915), *Don Roger Bernard.*

Médaille de la Société de secours aux blessés militaires [1914-1918], *Don Renée Mercier.*

Artisanat des tranchées (*Collection Jean Giroud, sauf autre mention*)

Pour tromper l'ennui et la peur durant l'attente entre deux attaques, les soldats vont développer un artisanat populaire fondé sur le recyclage des douilles de munitions. Obus et balles servent à façonner des objets très divers (vases, briquets, couteaux, porte-plumes, bagues, etc.). Le bois (cannes gravées, étuis divers) est également travaillé. Ces objets sont souvent troqués, sur le front, contre tabac ou nourriture mais aussi offerts à la famille de l'arrière.



- Douilles d'obus ciselées
- Douille transformée en briquet
- Bagues en aluminium et coupe-papier (réalisés par Jean-Louis Viau, *coll. R. Sadaïllan*)
- Etuis en bois et en cuivre

Les objets du poilu (*Coll. Jean Giroud, sauf autre mention*)

- quart & gamelle
- poche à tabac
- nécessaire à couture en bois (Coll. Robert Sadaïllan).
- médailles pieuses... ou patriotique : à l'effigie de Gallieni « Paris 1914-1916, Jusqu'au bout ». Graveur, Auguste Maillard, 1916.

Menu du mess des sous-officiers, [lieu proche de Reims], 5 mai 1918. *Coll. Danièle Carrière.*

Canne sculptée par Jean-Louis Viau : « Hurtebise, 1917 ».

La ferme d'Hurtebise est située sur le Chemin des Dames, près de Craonne (Aisne). Ce lieu hautement stratégique fut le théâtre de violents combats durant toute la durée de la guerre. *Coll. Robert Sadaïllan.*

Obus conservés après-guerre par J.-L. Viau en guise de vide-poches. *Coll. Robert Sadaïllan.*

Baïonnette [modèle à douille, antérieur à 1914], *Coll. Jean Giroud.*



Ensemble d'objets offerts au Lieutenant Aubin CARLES (Aspet (Haute-Garonne), 1880 – Cavaillon 1926) par ses soldats.

Boucher de profession, il fut affecté au service de l'approvisionnement, comme officier de détail. Après la guerre, il est adjoint de Louis Vouland, industriel de l'alimentation à Avignon puis il s'établit à Cavaillon en 1922. Gazé pendant la guerre, il meurt prématurément en 1926. *Coll. Jacques AVY.*

Canne en bois sculpté « L^t CARLES, CAMPAGNE D'ALSACE 1914-15-16 »
Décor au serpent et oiseau. [1916].

Dessin humoristique : « Abandon de poste _ 3 jours de consigne... ». Anonyme, slnd [1914-1918].

Dessin humoristique de [Jan Nutteix] mettant en scène un soldat « indigène » en tenue de zouave, et des soldats « boches » : « Zi toi, pas avoir peur, moi défendu, pas manger cochons... ! ». Dédicace « au sympathique lieutenant Carles ». Slnd [1914-1918].

Chanson satirique [sur l'air du « Petit bossu » ?] à la gloire du « Petit Carles », officier de ravitaillement :

Décrit comme un « honnête homme, pélican nourrissant ses petits, vertueux fonctionnaire et gars costaud... », il réussit, malgré le vol de sa caisse, à approvisionner la coopérative de son unité... « mieux qu'un magasin Félix Potin* ». L'action se passe dans l'Aube (Champagne).

* Célèbre enseigne de distribution de produits alimentaires.



Marcel CŒUR, Maréchal des Logis, chef de pièce (Artillerie lourde à grande puissance (ALGP), puis artillerie lourde sur voie ferrée). *Coll. Danièle Carrière.*

Portrait miniature, « Au camp d'instruction de Mailly-le-Camp » (Aube), 24 octobre 1917.

Rapport à sa hiérarchie « au sujet de la destruction du matériel et des pièces [artillerie] de la 10^e batterie (...) du 78^e R d'ALGP. », lors du repli de l'armée devant l'infanterie ennemie à Trigny (Marne), 27-29 mai 1918.

Citation à l'ordre du Régiment pour ce même fait, juin 1918.

Laisser-passer, Centre d'Aviation de Longvic (Dijon), Ecole préparatoire des élèves pilotes et mitrailleurs. 20 septembre 1918.

Plaque d'identité militaire.

Au début de la guerre, elle est en aluminium et portée autour du cou par les soldats. A partir de 1915, elle sera doublée d'une plaque portée au poignet. L'aluminium, se dégradant trop vite dans la terre, sera remplacé par un alliage plus résistant : le maillechort.

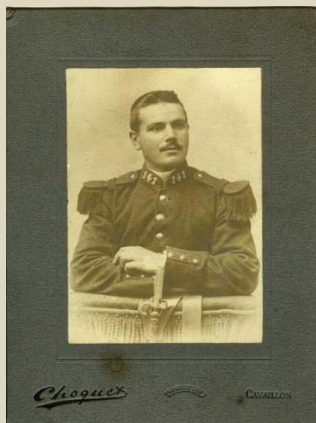
Croix de guerre à 2 étoiles de bronze (1917).

Album photographique de Marcel CŒUR, artilleur, 1914-1917.

Somme, Pas-de-Calais, Oise, Aisne, Argonne... Un témoignage remarquable sur le fonctionnement de l'artillerie lourde. Les as du pointage y croisent des as de l'aviation, comme Guynemer. Et les ruines y succèdent aux ruines...



Véran REY (1886-1914), 163^e Régiment d'Infanterie, Mort pour la France, *Coll. Michèle COMTE.*



« Nice, 10 septembre 1914.

Chers parents,

Je vous envoie ces quelques mots pour vous dire que je suis toujours en bonne santé et j'espère que ma présente vous en trouvera tous de même.

Je vous dirai que je suis désigné à partir demain, je ne sait pas pour où ; toujours pour aller casser la gueule à quelques Prussiens.

Je vous dirai que malgré que je part dans l'espoir de revenir, j'ai donné votre adresse pour le cas où quelque chose arriverait et que vous préviendrez ma chère femme avec tout les ménagements possibles ; et si ce cas se produit, je vous lègue les soins dont le possible vous permettra, de ma femme et de mon enfant. (...) Ne vous faites pas du mauvais sang, j'espère vous revoir. Véran.»

Télégramme [de la famille] au dépôt du 163^e RI à Nice, demandant des nouvelles du soldat Véran REY, 29 octobre 1914.

Médaille militaire attribuée à titre posthume à Véran REY, Mort pour la France à Xivray (Meuse) le 16 octobre 1914. Nice, 4 juin 1923.

Plaque d'identité de Véran REY, aluminium, 1914.

Comme on peut le constater, l'aluminium se détériorait rapidement. A partir de 1915, on utilisera un alliage de cuivre, nickel et zinc : le maillechort.



Philippe BOUTOUX (Avignon, 1886- ?), 2S102.



Ecrivain et poète, né à Avignon, il habite Cavaillon à la mobilisation. Affecté dans le 141^e RI, il est évacué fin 1914, puis réformé et versé dans le service auxiliaire en 1916. Basé sur le front du Nord (Dunkerque), il publie en 1917 un journal à destination des poilus du secteur : Le Cri du poilu (voir panneaux « Des nouvelles du front »).

Dans le civil, il est agent d'assurance (Avignon) puis instituteur aux Vignères dans les années 1920. Il publie chez Mistral, dès 1917, un recueil de poésies, puis une quinzaine d'ouvrages (romans, théâtre). Ces documents personnels furent adressés à une jeune fille du Nord dont le poète – bien plus âgé – s'était épris. La famille les a remis aux Archives de Cavaillon il y a quelques années.

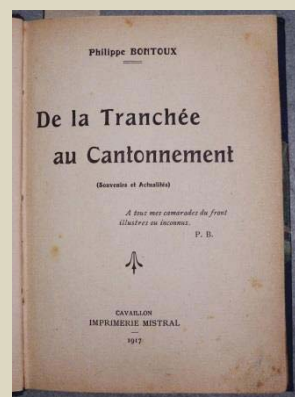
Portrait dédicacé de Philippe Bontoux, Bachy (Nord), 15 février 1919.

BOUTOUX Philippe, *De la tranchée au cantonnement (souvenirs et actualités)*. Cavaillon, Imprimerie Mistral, 1917. 102 p.

Feuilles dans le vent. Écrit dans le cimetière du Bois de Malancourt, lieu tragique où tombaient tant d'hommes (Ismaël Dauphin en octobre). Les feuilles mortes tour à tour se jouent de la mort ou veillent sur les soldats défunts.

Lorsque l'âme du soir dans le vent se balance
Au fond du cimetière où, la chair en lambeaux,
Vous pleurez sur les croix dans l'ombre et le silence,
Allez pour nous, parler aux morts dans leurs tombeaux.

(Cimetière, Bois de Malancourt, Nov. 1915).



Carte de visite [vers 1917-1919]

BOUTOUX Philippe, *Un peu de vrai sous des histoires (Contes)*. Cavaillon, Mistral, Imprimeur-Editeur, 1926. 238 p.

La nouvelle : *Un record d'altitude* met en scène un repas parisien réunissant les anciens de diverses escadrilles formées pendant la guerre, dont un Cavaillonnais...

Portrait de Philippe Bontoux par le célèbre photographe Fernand Detaille (Marseille), successeur de l'atelier Nadar, sd [v. 1925].

Plaques émaillées à l'effigie des soldats morts pour la France, cimetière des Condamines, 1929.

Correspondances : de la souffrance plein les lignes... Coll. Robert Sadaillan sauf autre mention.

- Auguste Challet à Louise Sylvestre à Mérimol : « En Champagne, 19 novembre 1915, (...) Ici, nous autres nous sommes toujours sous le bombardement et sous la neige qui tombe. Ce n'est pas le rêve. Voici le cimetière. Bien le bonjour aux amis et voisins et mes parents (...) »





- René Delay à sa cousine, 30 janvier 1917.

Recto : « Je crois que le Bon-Dieu à l'heure actuelle n'existe plus, il a dû rester sous les décombres. »

Verso : « Chère petite cousine, (...) Après avoir passé 8 jours d'agrément en permission, je viens d'en passer le double pas agréablement. Quand on rentre de permission, cela vous surprend un petit peu : on se dit dans soi-même « Quel sale temps ». En effet, il fait des temps pas

ordinaire, avec la neige, il fait des froids très vifs. Pourvu qu'on ne se frigorifie pas cette année, il faudrait [tenir]. (...) « Quel malheur », que je la plains cette pauvre et jeune France. Consolez-vous, je crois qu'on les aura (je ne sais pas si c'est les Boches ou les pieds gelés)... ».

- Jean-Louis Viau, Oulches (Chemin des Dames), v 1917. « Cela [la carte postale] représente un abri aux lignes dont on occupe, mais je les ai pas vues encore et je demande qu'une chose : n'y pas aller. Quel ravage on voit dans ce coin : tout brûlé, creusé, l'enfer, quoi. ».

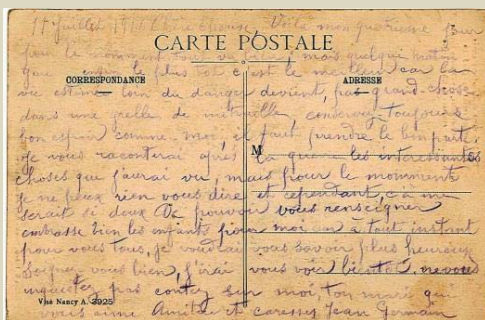
- Photo-carte : « Après le duel [aérien], juin 1915 ».

« On voit dans le fond des soldats qui cherchent le corps du lieutenant observateur qui n'a été trouvé que le surlendemain. Je termine ma lettre, mon cher amour, en vous embrassant bien fort et en vous souhaitant du beau temps pour les moissons qui vous restent à faire. Ton mari qui t'adore, Carrière Joseph. »

« Aux armées, le 15 avril 1918,

(...), Mais il est malheureux quand même de passer le meilleur de notre jeunesse loin l'un de l'autre alors que, comme le montre ma carte, on peut s'aimer quand on est jeune et on ne peut plus le faire quand on est vieux, et nous qui nous aimons tant l'un et l'autre, nous en sommes réduits à nous écrire et attendre tous les 4 mois pour le moins, de nous voir. Vivement que cette guerre finisse et que l'on quitte cet uniforme et (...) que l'on puisse s'aimer comme avant mon départ. Ton mari qui adore sa femme et sa fifi. Carrière Joseph. »

« 11 juillet 1916. Chère épouse, Voilà mon 4e jour. Pour le moment, tout va bien, mais quelque matin, gare. Enfin, le plus tôt, c'est le meilleur, car la vie, estimée loin du danger, devient pas grand-chose dans une grêle de mitraille. Conservez toujours bon espoir comme moi ; il faut prendre le bon parti.



Je vous raconterai après la guerre les intéressantes choses que j'aurai vu, mais pour le moment je ne peux rien vous dire et cependant, ça me serait si doux de pouvoir vous renseigner.

Embrasse bien les enfants pour moi, car à tout instant, pour vous tous, je voudrais vous savoir plus heureux. Soignez-vous bien ; j'irai vous voir bientôt ; ne vous inquiétez pas ; comptez sur moi. Ton

mari qui vous aime. Amitié et caresses. Jean Germain. » Coll. Christiane Gorlier-Burgo.



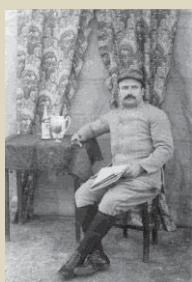
Cartes postales patriotiques... florilège

Cartes de la famille Joseph Carrière : durant la guerre, ce dernier écrivit une carte par jour à son épouse, Lucie Baud. Les illustrations, caractéristiques, évoquent tour à tour le vaillant soldat français ; l'Alsace et la Lorraine, petites sœurs qui se placent sous la protection de la France ; l'épouse douce et inquiète (ou la « p'tite femme de Paris ») ; les enfants (jeux de guerre et prières pour le père) ; le galant pioupiou, etc. *Coll. Robert Sadaillan.*

Album de collection : cartes postales de la Grande Guerre, 1914-v.1925. AMC, Fonds Jean Giroud, 17S24.



Les vitrines des Cavallonnais : correspondance, objets, photographies, œuvres d'art...

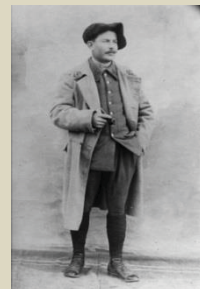


Remerciements

Nous remercions vivement toutes celles et ceux qui ont répondu à notre appel et nous ont confié les archives familiales qui ont nourri cette exposition :

Mmes et MM. Claude ASTRUC, Jacques AVY, Betty BEGUE, Roger BERNARD, Christiane BURGO, Danièle CARRIERE, Monique CHAMPETIER, Danièle CHANAVAS, Michèle COMTE, Monique DELUY, Ghislaine ESCOFFIER, Jean GIROUD, Paulette JUILLAN, Renée MERCIER, Claude PEYTIER, Françoise PIBAROT, Catherine RICHARDS, Robert SADAILLAN, Henri & Jan-Jack TOPPIN, Famille VABRET, Valérie VAPILLON.

Tous leurs documents, numérisés par les Archives municipales, ont fait l'objet d'un diaporama pendant la durée de l'exposition.



Portraits de poilus des Vignères par Louis COMTE, [1914-1918], Coll. Michèle Comte.

L'exposition « CAVAILLON DANS LA GRANDE GUERRE, 1914-1918 » a été réalisée par les Archives municipales de Cavaillon dans le cadre des cérémonies du Centenaire.

Commissariat scientifique et réalisation : Hélène Maignan, Archiviste de la ville
 Relecture des textes et installation : Christiane Burgo et Sylvie Gaubert
 Conception graphique, réalisation et installation des kakémonos & Conception et réalisation du diaporama (30 '):
La Vache noire (Robion)



Archives municipales de Cavaillon – Place du Cloître – 84300 Cavaillon
 ✉ Hôtel de ville, BP 37, 84301 Cavaillon-Cedex - ☎ 04 90 71 94 38 - archives@ville-cavaillon.fr
 Ouverture au public : mardi, mercredi, vendredi, 8h30-12h30 & 13h30-17h.
 Accueil de groupes & de scolaires : lundi, jeudi, sur rendez-vous.